



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

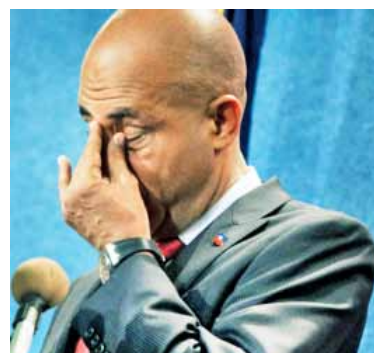


Michel Joseph Martelly et le président dominicain, Leonel Fernandez, le show de complot témoigne aussi de l'incapacité des autorités des deux côtés de la frontière, à démentir de façon crédible la documentation présentée par la journaliste investigatrice, Nuria Piera



Ansyen militè yo debake nan Palman an!

Page 6



Le Président Martelly partira-t-il? Préparons-nous à toute éventualité !

Page 8



Sénégal: Macky Sall ou le changement dans la continuité coloniale

Page 10



LE CAMPUS DE LIMONADE SOUS TUTELLE DOMINICAINE !



Voir page 4



Cuba : appel à manifester le Premier Mai 2012

Page 17

Un accord de coopération technique entre Laurent Lamothe et le chancelier dominicain Carlos Morales Troncoso place l'enseignement supérieur haïtien et le campus de Limonade sous la conduite du Ministère dominicain de l'Enseignement Supérieur

La corruption triomphante sous l'hégémonie du Dollar-roi !

Par Berthony Dupont

On ne saurait cacher qu'une profonde inquiétude agite aujourd'hui l'âme haïtienne jusqu'à nous forcer à nous poser la question suivante : sommes-nous véritablement des Haïtiens ? Si oui, avons-nous vraiment du sang d'un rouge qui coule encore dans nos veines ?

Cependant, voici que dans nos pratiques politiques, il n'y a rien qui révèle la fierté haïtienne puisque cette défaillance se constate à tous les niveaux, dans toutes les couches de la société. C'est comme si nous n'avons plus rien à sauvegarder, rien qui puisse nous être ravi par qui que se soit.

A ce compte, un certain rappel historique apparaît nécessaire, vu que tous les peuples du monde ont, qu'on le veuille ou non, une certaine boussole qui leur sert de guide, de repère. Washington pour les Etats-Unis, José Martí pour le peuple cubain depuis la révolution de 1959. Simon Bolivar, grâce à la révolution Bolivarienne, ressuscité par le leader Hugo Chavez.

Nous autres haïtiens, qui nous sert aujourd'hui de modèle d'homme quand nous pensons à ce que furent les prouesses de nos ancêtres ? Nous agissons comme si nos ancêtres ne nous avaient laissé la moindre consigne, ne nous avait pas mis en garde de ne point nous laisser traîner dans la boue par n'importe qui, de façon à ne pas salir le visage de la Nation. Mais, voilà qu'aujourd'hui, il suffit qu'on nous jette quelques liasses de dollars pour que maints apatrides se plaisent à galvauder la dignité nationale.

La charte fondamentale du pays n'a plus aucune valeur morale ; c'est-à-dire qu'elle n'est plus la boussole qui devrait nous permettre de nous orienter dans telle ou telle direction. Aujourd'hui plus que hier, pour quelques dollars ou sur les diktats de tel diplomate ou par l'entremise d'un ambassadeur du Triumvirat Etats-Unis, France, Canada, les dirigeants haïtiens sont prêts à tout pour satisfaire les intérêts de ces grandes puissances au détriment de ceux de notre nation.

La ratification du dossier de Laurent Lamothe par les sénateurs la semaine dernière en est la preuve par quatre. On sait que des pots de vins ont été accordés à des sénateurs en échange de leurs votes et que de plus, l'ambassadeure des Etats-Unis aux Nations unies Suzanne Rice, après son tête-à-tête avec Laurent Lamothe, a rencontré les sénateurs et leur a exigé de voter le rapport pour la ratification de cet

homme d'affaires en tant que Premier ministre. Cela ne peut qu'illustrer que la corruption reste encore à être chez nous le cheval de Troie qui se cache en notre sein pour détruire notre patrimoine. Le dollar US est devenu roi, et comme l'a si bien exprimé un des acteurs de ce mercenariat, le sénateur Jean Hector Anacacis, «tout le monde a trouvé sa part»

Un autre amer constat qui nous donne un sentiment abject de dégoût est que, malgré les malversations de Jean-Max Bellerive dans les contrats de gré à gré signés au profit du sénateur trafiquant Félix Bautista, il tarde encore à être mis derrière les barreaux. De même que les tractations de Michel Joseph Martelly avec les dirigeants de la République voisine qui sont non seulement des actes de corruption mais aussi de trahison qui devraient être rigoureusement sanctionnés de façon à tracer un exemple fort afin que cela ne se répète plus à l'avenir.

Au lieu de correction, ces mercenaires de haut vol se pavanent tous, en toute liberté, menant grand train de vie, grâce à des fortunes mal acquises. Et pour couronner le tout, ils préfèrent aller fomenter un complot quelconque, planifié en République Dominicaine, et censé viser la déstabilisation du gouvernement de Martelly. Toutes ces allégations ne peuvent tromper que ceux qui le veulent bien.

Ce scénario du régime de Martelly en complicité avec celui de Fernandez, deux individus qui servent à merveille les intérêts des occidentaux dans leur pays, est pour non seulement cacher leur forfaiture, mais propre à expliquer, justifier ou glorifier le crime et ce comportement n'est autre que la stratégie des artisans de la déstabilisation des régimes progressistes et révolutionnaires.

Il est généralement admis qu'aucun gouvernement ne peut impunément trahir les droits sacrés de son peuple ; mais quand c'est le Dollar qui détermine les actes des dirigeants haïtiens cela ne confirme pas la règle générale. Donc, de quoi le peuple haïtien a-t-il profité dans tout cela? Rien, vu que ses conditions sociales ne se sont jamais améliorées d'un iota. Au contraire, il ploie toujours sous le fardeau de la misère, de la pauvreté, du chômage, des souffrances et des humiliations qu'on lui impose.

Nous du journal, notre adhésion et notre attachement à la lutte anti-impérialiste, anticolonialiste et anti-néocolonialiste ne changeront pas au moindre souffle d'un vent d'opportunisme comme le font beaucoup d'autres. Notre ligne politique reflète et traduit les véritables aspirations du peuple en lutte pour un changement total capital.

Martelly est sans défense, alors, il doit partir !

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haïti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAÏTI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jean-Claude Cajou
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérouse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514) 727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Bulletin d'Abonnment

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Modalités de paiement

Montant : \$ _____

☐ Chèque ☐ Mandat bancaire

☐ Carte de crédit

Numéro : _____

Date d'expiration : _____ / _____

Code de sécurité : _____

Tarifs d'abonnements

Etats-Unis

Première Classe

- ☐ \$80 pour un an
☐ \$42 pour six mois

Canada

- ☐ \$125 pour un an
☐ \$65 pour six mois

Europe

- ☐ \$150 pour un an
☐ \$80 pour six mois

Amerique
Centrale,
Amerique du
Sud et Caraïbes

- ☐ \$140 pour un an
☐ \$80 pour six mois

Afrique

- ☐ \$150 pour un an
☐ \$85 pour six mois

Retour en force du cholera dans les départements du Centre et de l'Artibonite

Par Jackson Rateau

Dans le département du Plateau Central, la semaine dernière, une vague de recrudescence de l'épidémie de cholera, a été constatée dans plusieurs communes et sections communales. Au Centre du Traitement de Choléra (CTC) de l'Hôpital Sainte Thérèse de Hinche, une dizaine de patients atteints de cette épidémie, a été hospitalisée en urgence. Selon Lourde Enade Jacques, l'infirmière responsable du CTC, les chiffres d'admission varient de 5 à 7 les soirs, très différents, cependant de ceux du matin pour lesquels les chiffres sont toujours en hausse.

Du mardi 10 au vendredi 13 avril 2012, dans la localité de 'Renfô', première section communale de Juanacia de la commune de Hinche, les responsables de santé, ont dénombré 17 cas d'hospitalisation ; nombre

d'entre eux sont des enfants de 2 à 10 ans.

D'après Marie Maude César, coordinatrice départementale de l'ONG SHAAH (Société Haïtienne d'Aide aux Aveugles et aux Handicapés), dans plusieurs communes du Centre, faute de matériels médicaux adéquats, devant répondre aux besoins des populations, les CTC sont incapables de fournir des services aux personnes infectées, et les familles sont dépourvues des kits hygiéniques.

Dans les communes de Thomassique et de Cerca La Source, les frappes de l'épidémie sont très redoutables.

D'autre part, dans la localité de 'Savann Raje', 2e section communale de Anse Rouge, haut de l'Artibonite, ont été enregistrés 13 décès dus au choléra et une dizaine de personnes infectées. Tandis qu'au cours du mois de mars, les autorités sanitaires de ce département, ont confirmé avoir recensé 45 victimes

dont 5 décès et 40 personnes infectées. Selon le maire de Anse Rouge, Celareste Honorat, cette intensification de l'épidémie dans la localité de 'Savann Raje' est due au fait que les paysans sont mal nourris et n'ont pas d'accès à l'eau potable et à des toilettes décentes.

Par ailleurs, en réponse à l'exacerbation de cette épidémie apportée par les soldats de la force d'occupation onusienne dans le pays, MINUSTAH, qui a décimé plus de 7 mille compatriotes haïtiens et infecté environ 532 mille, une campagne de vaccination a été diligentée la semaine dernière (12 avril 2012) par le Ministère de la Santé Publique et la Population (MSPP). Cette campagne lancée à partir des Bidonvilles, Cité de l'Eternel, Cité de Dieu et la Ville de Saint Marc, devra s'étendre sur l'ensemble du territoire national et doit durer 3 mois. Le vaccin appelé « Shancol » a été administré par voie orale à mille personnes.

Un agent de la PNH abattu à Delmas par 4 voyous armés

Le matin du lundi 16 avril dernier, sur la route de l'Aéroport, commune de Delmas, le policier Hyphasse Pierre, agent II, issu de la 17e promotion de la PNH a été abattu de 2 balles à la tête par des bandits armés, circulant à motos. L'agent qui pilotait une GMC noire au moment de son assassinat, était affecté au service de la sécurité du sénateur Jean Rodolphe Joasile. Deux individus ont

été appréhendés dans le cadre de cet assassinat.

«Hyphasse Pierre est de la 17e promotion de la PNH. Il revenait de la SOGE Banque où il venait d'opérer une transaction bancaire. Au niveau de la Rue Delmas 3 où il y a eu un embouteillage là, il a été traqué par 4 individus armés, circulant à motos. Les 4 voyous le suivaient depuis les parages de la Banque. Deux des voleurs,

descendus de leur moto, l'ont exécuté. Acculés par la population, ils n'ont pas eu le temps de prendre l'argent. Ils tentaient de s'échapper, mais, ne connaissant pas trop bien la zone, et aussi, grâce à la vigilance de la population, nous avons pu appréhender 2 d'entre eux. Nous sommes à la recherche des 2 autres », a ainsi indiqué le responsable du commissariat de Delmas 33, Stanley Augustin.

Trois prisonniers ont fui la prison de Vialet

Tôt le matin du samedi 14 avril 2012 dernier, 3 prisonniers répondant aux noms de Yves Marie Boncœur, Daniel Verrier et Clainer Courtois, se sont évadés de la prison du sous commissariat de Vialet, dans la commune de Petit-Goâve.

Selon le juge de paix de Vialet, Telicio Vernezile,

ayant confirmé les informations, le fugitif Boncœur est un évadé de prison qui a été déjà condamné par la justice haïtienne. Après avoir été traqué et récupéré par la police, pour des problèmes d'ordre administratif, dus aux événements du 29 février 2004, son admission au Pénitencier National a été refusé. Ainsi, il

avait été placé à la petite prison du sous commissariat de Vialet. « Depuis l'époque où l'évadé Yves Marie a été appréhendé par la population, nous avons alerté le commissaire du gouvernement qui l'a déferé au Pénitencier National, mais, il a été refusé par le PN... », a déclaré le juge de paix Vernezile.

Rabais! Le riz parfumé au meilleur goût, cuit en 12 minutes.



Rabais! Champion: Le meilleur Riz Basmati du monde



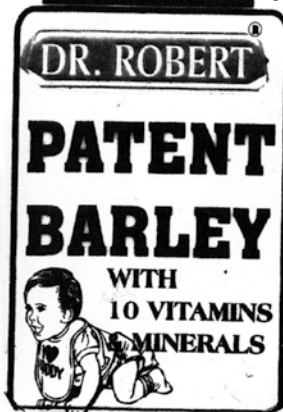
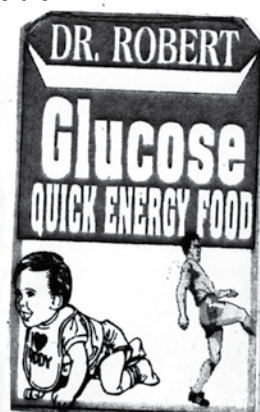
Rabais! Groenland, du lait frais à 100% pur.



Rabais! Le Thé Senna de la marque Dr Robert, nettoie l'estomac.



Rabais! Patent Barley & Glucose de la marque Dr Robert rendent les enfants plus forts et coûtent moins chers. Bouillis ou refroidis.

Rabais! Délicieux: Real Guyana Chowmein, la recette au dos du sachet.

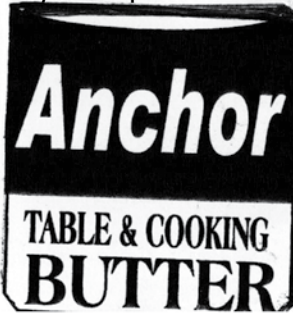


Les Meilleurs Biscuits au monde sont du marque Break-O-Day: Noix de coco "Nice", "Puff" citron, les Biscuits du gingembre "Snack Up," biscuits et craquelins en fromage.

Rabais! Champion: Meilleur farine pour la pâtisserie.



Rabais! Beurre du marque Anchor, pour les yeux et la peau.



Un paquet de fromage Tip-Top vous assurent 8 sandwiches.



BREAK-O-DAY Snack UP



BREAK-O-DAY REAL Nice



BREAK-O-DAY REAL Lemon Puff



BREAK-O-DAY REAL Ginger



Look on all store shelves, supermarkets, delis & discount stores. Wholesale: **AFN 908-486-0077**. Blue Angel, 24 Brooklyn Terminal Market, Brooklyn, NY.

Haïti- République Dominicaine: Quelle histoire de complot!

Par Thomas Péralte

Depuis environ une semaine, une histoire de complot défraie la chronique des deux côtés de la frontière de l'île d'Haïti. Cette fanfaronnade d'histoire a vu le jour, suite au scandale de corruption impliquant directement le président Michel Joseph Martelly et le sénateur dominicain Felix Bautista. Selon un correspondant d'une agence de presse basée en République Dominicaine, le show de complot témoigne aussi de l'incapacité des autorités des deux côtés de la frontière, à démentir de façon crédible la documentation présentée par la journaliste investigatrice, Nuria Piera sur le réseau de corruption mis en place par le sénateur Felix Bautista. Un réseau de corruption qui met en péril l'amélioration des relations bilatérales enregistrée après le tremblement de terre du 12 janvier 2012.

En effet, le jeudi 12 avril 2012, le ministre dominicain des Affaires étrangères, Carlos Morales Troncoso et le ministre haïtien de la Justice et de la sécurité publique, Pierre Michel Brunache, lors d'une conférence de presse conjointe à Santo-Domingo ont dénoncé des manœuvres déstabilisatrices découvertes par des services de sécurité de l'Etat dominicain. Dans un communiqué conjoint, les responsables des deux pays ont pointé du doigt le colonel dominicain, Pedro Julio Goico Guerrero dit Pepe Goico qui aurait ourdi un complot dans le but de déstabiliser le gouvernement haïtien dirigé par Michel Joseph Martelly. Et, dans ces manœuvres, Pepe Goico a instruit le citoyen haïtien Pierre Kanzki d'initier une campagne de discrédit contre la personne du président Michel Joseph Martelly.

Pour soutenir ces dénominations le porte-parole du président dominicain, Leonel Fernandez, Rafael Nuñez a présenté deux enregistrements de communications téléphoniques peu audibles réalisés par les services de renseignement dominicains. On y entend une voix présentée comme celle de Pepe Goico qui évoque le programme de télévision de Nuria Piera sur les pots-de-ven versés par le sénateur dominicain, Felix Bautista aux autorités haïtiennes de haut rang. Ce scandale de corruption relevait que le président Michel Joseph Martelly a reçu au moment de la campagne électorale et même après,



L'ex-colonel, Pedro Julio Goico Guerrero dit Pepe Goico

plus 2.5 millions de dollars US du sénateur Felix Bautista, chef d'entreprise dominicaine, proche du président Leonel Fernandez,.

En réaction, les deux accusés, l'ex-colonel, Pedro Julio Goico Guerrero, proche du candidat à la présidence, Hipolito Mejia, qui est en position favorable pour remporter les élections du 20 mai prochain et le nommé Pierre Kanzki, un fidèle supporteur de la candidature et du président Michel Joseph Martelly, ont rejeté toute cette histoire de complot, fomentée de toutes pièces par les autorités des deux côtés de l'île. L'ex-colonel Pepe Goico a fait savoir qu'en dénonçant des écoutes téléphoniques organisées par le gouvernement contre des opposants comme lui, l'ancien officier de l'armée dominicaine, ils ont frappé à la mauvaise porte : « Je suis chez moi, et je suis prêt à répondre à la question de la justice de mon pays. On pourrait toujours procéder à mon arrestation et à celle de Nuria Peira. » A-t-il déclaré au journaliste dominicain.

Pierre-Edouard Kanzki dont le nom est cité dans le communiqué conjoint des deux gouvernements dominicain et haïtien, le 12 Avril dernier, comme étant Pierre Kanzki, rejette dans une note de presse, toutes les allégations portées contre lui dans un supposé complot contre la sécurité de l'Etat haïtien. « Dans des articles à sensation, la presse dominicaine fait état d'un complot que j'aurais fomenté contre le président Michel Joseph Martelly. Quelle farce ! En effet, j'ai participé activement aux côtés de notre ami mutuel Wyclef Jean, à l'élection du président



Pierre-Edouard Kanzki

Martelly, et je me vois difficilement du jour au lendemain me retrouver contre notre candidat pour qui j'ai déployé tant d'efforts et avec tant d'enthousiasme. » Ecrit-il

De son côté, l'ancien président dominicain et candidat du parti Révolutionnaire Dominicain (PRD) en position favorable dans les sondages à l'approche des élections du 20 mai prochain, Hipolito Mejia, a présenté cette histoire de complot comme une stratégie de diversion aux révélations de scandale politico-financier impliquant les autorités de l'ensemble de l'île et qui risquent d'influencer les élections dominicaines et de fragiliser beaucoup plus la présidence haïtienne.

« Vous croyez qu'une seule personne sans structure de pouvoir ni intention peut renverser un gouvernement. Cela est un rideau de fumée pour évacuer l'affaire Felix Bautista et faire oublier l'échec retentissant de Danilo et Margarita » A-t-il indiqué dans les médias dominicains. Danilo Medina est le candidat à la présidence du Parti de la Libération Dominicaine (PLB) et Margarita Cedeño Fernandez, la femme du président Fernandez est candidate au vice-président.

L'homme d'affaire haïtien, Philippe Armand dément l'implication de son gendre, Pierre-Edouard Kanzki dans cette affaire de complot contre Martelly. « Je m'étonne que le Gouvernement Martelly, "ma famille politique et je ne m'en cache pas", ne comprenne pas cela et ne nous protège pas, nous, ses vrais alliés politiques. C'est donc ainsi qu'à la faveur du Gouvernement

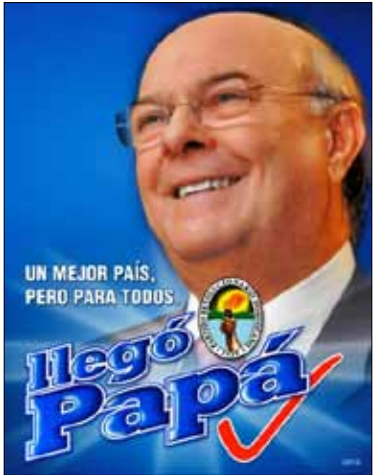


Danilo Medina est le candidat à la présidence du Parti de la Libération Dominicaine (PLB) et Margarita Cedeño Fernandez, la femme du président Fernandez est candidate au vice-président

Dominicain, un mandat d'amener "pour association de malfaiteurs" fut servi à l'endroit de mon gendre Pierre-Edouard qui était absent à ce moment-là. Devant la gravité de la situation, nous avons dû faire demander au Parquet de Port-au-Prince, un report à huitaine pour préparer sa défense. L'incident malheureux sur table d'écoute dominicaine, vient compliquer les choses, tandis que des fauteurs de troubles ont malheureusement convaincu le Président Martelly de la malice de mon gendre "qu'il connaît très bien pourtant", et de la nécessité de le punir pour cause de la Raison d'Etat. Domage qu'on en soit là ; des ennuis qui ne font que nous freiner dans notre travail, alors que nous devrions nous concentrer sur le gouvernail de nos entreprises dans un contexte économique aussi difficile ».

En Haïti, beaucoup de gens se souviennent de l'histoire de complot inventé de toutes pièces sous la dictature des Duvalier avec la sinistre notion d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat pour faire des arrestations, des disparitions, des assassinats, des tortures, des exécutions sommaires sur des opposants politiques. Aujourd'hui encore, le président Martelly et son entourage qui ont puisé leur origine politique dans le duvaliérisme évoquent depuis leur campagne électorale la question de complot. Dans diverses occasions, il a parlé de complot pour déstabiliser son gouvernement, mais aucun complot n'a jamais été arrêté et présenté au grand public.

Certains observateurs estiment que cette histoire de complot est une manœuvre pour cacher l'échec du gouvernement ; l'incapacité, l'incompétence du président Martelly de répondre à ses promesses électo-



Hipolito Mejia, qui est en position favorable pour remporter les élections du 20 mai prochain

rales. D'autres disent le président Martelly devrait inventer de préférence un complot contre le chômage, la misère, la pauvreté, l'ignorance au lieu de faire diversion sur la corruption qui gangrène son gouvernement. On se demande également pourquoi c'est seulement aujourd'hui que les autorités dominicaines dénoncent un complot visant au renversement du gouvernement haïtien et qui serait parti de leur territoire. Alors que dans le temps, les auteurs des coups d'Etat contre des gouvernements haïtiens, y compris ceux de 1991 et 2004 contre le président Aristide ont toujours utilisé le territoire dominicain pour préparer et perpétrer leurs forfaits.

Par ailleurs, la journaliste investigatrice dominicaine Nuria Piera est revenue à la barre et a dénoncé que l'ancienne candidate à la présidence d'Haïti, Mirlande Manigat, aurait reçu un autre versement de 300.000 dollars de la part du sénateur dominicain Felix Bautista, en plus des 250.000 mentionnés précédemment.

Elle a également révélé que Bautista a loué un hélicoptère le 10 novembre 2011 au profit de « MM Haiti » et cette transaction a été effectuée en deux versements : 185.520 pesos et 60.294 pesos.

Les initiales « MM » pourraient bien être celles du président Michel Martelly, a signalé Nuria Piera. Drôle de coïncidence, ce 10 novembre 2011, Martelly avait effectué un déplacement en hélicoptère au Cap-Haïtien afin de visiter le campus de Limonade, offert à Haïti par la République Dominicaine.

Le campus de Limonade sous tutelle dominicaine !

Par Mona Péralte

Jusqu'à ce jour, le rectorat de l'Université d'Etat d'Haïti n'est toujours pas encore entré en possession du campus Henri Christophe de Limonade, même les clefs du bâtiment ne lui ont pas été encore remises. Bref, au sujet de cette université, le premier ministre désigné Laurent Salvador Lamothe annonce déjà les couleurs, dans un article publié la semaine dernière 9 avril 2012 sur le site d'Alterpresse par la Militante des droits humains Lis Bell. Elle explique en détail un document qui a pour titre « Mémoire d'entente de Coopération Technique entre la République Dominicaine et la République d'Haïti dans le domaine de l'Education Supérieure, la Science et la Technologie » signé le 26 mars 2012 à Santo Domingo par le chancelier haïtien démissionnaire, Laurent Lamothe, avec son homologue dominicain Carlos Morales Troncoso.

Selon ce que rapporte Bell : l'article 1 dudit Mémoire sou-



Le chancelier haïtien démissionnaire, Laurent Lamothe, avec son homologue dominicain Carlos Morales Troncoso.

ligne que « L'objectif est de fixer les termes de la coopération technique de la République Dominicaine pour le fonctionnement de l'Université de Limonade et de l'enseignement supérieur, la science, la technologie et l'innovation dans la République d'Haïti ».

Dans cette perspective, le Ministère dominicain de l'Enseignement Supérieur a un rôle fondamental à jouer. L'article 2

annonce : « Cette coopération technique s'établit sous les auspices de la Commission Mixte Bilatérale Dominico-Haïtienne, entre les Gouvernements de la République Dominicaine et de la République d'Haïti, et celle-ci sera conduite [1] par l'intermédiaire du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Science et de la Technologie (MES-CyT) ».

Ce Ministère dominicain, se-

lon l'article 3, intervient dans « la conception et la mise en œuvre du modèle de l'université, le fonctionnement académique, la captation des ressources pédagogiques, la recherche de financement, la gestion de l'université, la formation du corps enseignant et des gestionnaires, etc..... ».

Aucune consultation avec les structures haïtiennes concernées

Le ministre démissionnaire Laurent Lamothe n'a tenu aucune consultation sur ce document ni avant, ni pendant, ni après sa signature avec les entités de l'Université d'Etat d'Haïti (UEH). « Ce texte n'a jamais été discuté ni avec le Conseil Exécutif de l'Université d'Etat d'Haïti dans le patrimoine duquel tombe le campus de Limonade, ni avec le Conseil de Gestion provisoire récemment nommé », indique une source proche du Rectorat de l'UEH.

Deux semaines après sa signature dans la capitale dominicaine, cet accord de coopération technique qui place l'enseignement supérieur haïtien et le campus de

Limonade sous la conduite du Ministère dominicain de l'Enseignement Supérieur, n'a pas été rendu public par les autorités.

Des questions s'imposent : Quelle légitimité peut revêtir un tel accord signé en catimini par un ministre démissionnaire d'un gouvernement qui gère les affaires courantes ?

Des autorités démissionnaires peuvent-elles engager l'Etat en dehors des institutions compétentes en la matière ?

Est-ce que des accords de ce genre qui consacrent la mise au rancart des institutions haïtiennes en charge de l'enseignement supérieur peuvent constituer des jalons sur le chemin de la reconquête de notre souveraineté et de notre dignité ?

Ou, serait-ce la tutelle qui met bas les masques ? demandent Lis Bell.

Ainsi le lendemain 10 avril, le Ministère des affaires étrangères et des Cultes a démenti la mise sous tutelle du campus de Limonade dans une note de presse

Suite à la page (13)

Huit hommes contre une femme, non c'est trop!

« Les ruses et les machinations ténébreuses ont été imaginées par les hommes pour venir en aide à leur lâcheté. »

Euripide

Par Fanfan La Tulipe

Je débute la rubrique de cette semaine en m'inspirant du regretté chanteur Antoine Rossini Jean Baptiste, plus connu comme Ti Manno. Il chantait : « *mizisyen s ou n sèl kòt fanmi / kèlkeswa nasyonalitye l / lòt mikzik menm nan tout peyi / se enspirasyon sèlman k diferan* ». En transposant ces paroles dans la réalité politique haïtienne, nous pouvons aisément chanter avec Rossini : *politisyen s ou n sèl kòt fanmi / kèlkeswa nasyonalitye l / yve magouy menm nan tout peyi / se kontèks yo sèlman k diferan*. La dernière intervention des sales magouilleurs politiques dominicains et haïtiens criant au complot pour déstabiliser les gouvernements de Martelly et Fernandez vient à point nommé pour illustrer mon propos.

Mais avant de continuer, permettez ce rappel d'une magouillarde anecdote, authentique, digne de cette grimasserie, de cette tintinnaderie, acouchée la semaine dernière, par les conards des deux républiques sœurs.

Nous sommes en 1952, environ deux ans après la chute d'Estimé, sans doute concoctée par l'ambassade américaine. Le général Paul Magloire bamba au pouvoir. *Toulejou m sou*. Certains estimistes qui n'en reviennent pas du coup porté à leur président enragent dans la presse, parmi eux Jean Magloire (futur duvaliériste) et Castel Dèmesmin, député et grandon de Léogane. Les articles de ce dernier sont particulièrement fréquents, même *frekan*, contre le pouvoir du général-président « *kanson fè* » qui a articulé le coup contre Estimé à partir des Casernes Dessalines dont il était le commandant. Les écrits des estimistes énervent l'entourage de Magloire. Décidément, les « *noiristes* » (en passant un Jean Magloire, mulâtre, est aussi du sérail noiriste) menacent la sécurité intérieure de l'Etat. Il faut absolument le prouver.

Au jour J choisi par les magouilleurs, un petit détachement de militaires, *bate pwonnen*, fait une « descente de lieux » dans le domaine léoganais de Dèmesmin, propriétaire d'une guilde. A trois heures du matin, les hommes en kaki frappent à la porte du député : « Ouvrez, foutre! Police, ouvrez *fwenk* ! » Mme Dèmesmin s'affole alors que le parlementaire, lui, reste cœur *pòpòz*. Monsieur ouvre la porte. Le lieutenant Masigwèl à la tête de l'escouade de dire au député : « Nous vous avons pris la main dans le sac, les armes sont cachées sous la bagasse. *Mache fout* ».

Mme Dèmesmin pète, rouspète, tempête, peste, proteste, bougonne, ronchonne, alors que le député garde son calme. En son for intérieur il rit, il sait qu'il ne risque pas gros, il y aura toujours un proche ami, estimiste, qui déjà mange au ratelier de l'Etat et qui le tirera d'embarras. Cet ami n'est déjà plus un « *noiriste* tombeur de mulâtresses ». Il a prestement rejoint le camp magloiriste, il n'a aucun problème avec la politique de doublure. Il a un penchant pour la mulâtritude féminine, il reste un « *tombeur* » invétéré, *li gen kòb*, certaines mulâtresses aiment la couleur de la peau quand elle s'associe à la couleur de l'argent. Alors vive la mémoire de Pétiou et de Dessalines! *Fò w konn la pou al la, wi*.

On traîne Dèmesmin, en pyjama, jusqu'à une énorme pile de bagasse. Le parlementaire s'amuse, parce qu'au fond de lui-même il sait que c'est une mascarade. Un caporal écarte quelques bottes de pelure de canne sèche, mouil-



Gwo Soso (à droite) et Ti Sasa (à gauche) deux grandes mijoteuses, deux brasseuses de petites combines para-présidentielles au profit de leur mari respectif. Quelle langue doit parler Martelly à son homologue ? Moso panyòl, moso angle



Les vrais comploteurs. De gauche à droite l'ambassadeur dominicain Rubén Silié, l'ambassadeur haïtien Fritz Cinéas, le ministre haïtien de la Justice Michel Brunache, le chancelier dominicain Carlos Morales Troncoso, le procureur Radhamés Jiménez et le directeur de presse de la Présidence, Rafael Núñez qui ont comploté un vil et ténébreux montage

lée, *santi*, mettant à nu la « cache » d'armes bien assortie. Le lieutenant Masigwèl ordonne au caporal Timachwè de faire le décompte : 6 Colt M1911 modèle A1, 6 SW 610 Classic 10mmm, 6 Colt .45, 12 Fusils semi automatiques US M1 Garand, 4 mitraillettes FRANCHI SAS 12, 5 revolvers Smith & Wesson, 5 Fusil à pompe Mossberg 500, deux grosses caisses de balles.

Masigwèl heureux comme un pipirit bombe le torse, se gratouille le menton, laisse échapper des pets de joie: voyez député Dèmesmin, comment pouvez-vous nier ? Les faits sont là. La vérité est comme le soleil. Elle fait tout voir et ne se laisse pas regarder. Je cherche la vérité, et la trouve enfouie dans la bagasse. Notre cause doit toujours être celle de la vérité. Où se trouve la vérité, se trouve Dieu et où se cachent les armes se tapissent les complots. Avouez, député... Brusquement Timachwè interrompt la comédie : « mon lieutenant, *eskize m wi, men manke 3 revòlvè wi...* »

Maintenant, je me sens d'appétit pour aborder les mystificateurs, les menteurs, les imposteurs, les trompeurs, les manipulateurs, les magouilleurs, les faiseurs d'histoires à faire dormir debout, les *fèzè*, des deux côtés de la frontière. Des couillons qui cuisinent leurs petits plats fades et rebutants pour nous les servir froids et mal cuits, et qui s'imaginent que nous sommes des *ti granbou*, que tout de go nous allons avaler leur insipide salade de mensonges cousus de fil blanc, de propagande saugrenue, d'abracadabrant matraquage médiatique, le tout arrosé d'une vinaigrette d'audacieuse effronterie.

A l'origine des fripouilleries, canailleries, crapuleries, crapulareries, scélérateries des *malpouvont* dominic-

ains et haïtiens, il y a une femme, une journaliste fouilleuse d'os dans les kalalous, Nuria Piera. Depuis vingt-cinq ans déjà, elle n'a pas arrêté de mettre à nu les affaires kalaloutes de plusieurs politiciens véreux de la république voisine. Les derniers 20 remontent au mois de janvier 2012. Ce sont ceux du maire de Santo Domingo Nord, Francisco Fernández, disposant d'un patrimoine de millionnaire qui ne correspond pas à ses revenus connus ou déclarés. En décembre 2011, Nuria avait déjà épinglé Fernandez qui s'est acheté une somptueuse demeure de 660 mille dollars (25 millions 740 mille pesos) dans l'aire du très chic et exclusif Metro Country Club, sans l'avoir jamais déclarée, selon la loi, comme une nouvelle acquisition à son patrimoine.

De 20 en 20 (ne pas répéter), Nuria Piera est tombée sur un gros kalalou contenant des os à la fois dominicains et américano-italiano-haïtiens, mais des os encore recouverts de pulpeuse chair que suçaient goulument, gloutonnement, avidement, voracement, sairement, le sénateur Félix Bautista et le président Martelly, les deux sans doute aidés de quelques proches (parents et politiciens) dans leur acharnement canin à dévorer des os encore bien garnis de grasse chair dollarée. Surpris et pris la main dans le sac ou plutôt les dents dans les os, les escrocs se sont vite entendus pour rafistoler un abracadabrant, stupéfiant, ahurissant, extravagant, époustoufflant montage parfaitement saugrenue et farfelu de façon à les dédouaner, à mystifier le public et à les rendre blancs comme neige.

Nous avons alors vu monter au créneau de l'infamie et de la honte une équipe de six larrons, des con-



Les vrais comploteurs ont inventé un complot visant à déstabiliser sinon renverser le gouvernement de l'honorable (sic) président d'Haïti, le « très honorable » ex-musicien-clown Michel Joseph Martelly, l'ami du sénateur corrupteur dominicain Felix Bautista

nards sans-gêne, la conscience lourde d'agissements ténébreux, les poches bien remplies de sonnante et de trebuchant tout en espèces, le verbe haut, l'honneur très bas. En effet, le ministre des Affaires étrangères dominicain, Carlos Morales Troncoso, le ministre de la Justice haïtien, Michel Brunache, le procureur général dominicain, Radhamés Jiménez, l'ambassadeur d'Haïti en République dominicaine, Fritz Cinéas, l'ambassadeur dominicain en Haïti, Rubén Silié et le directeur de presse de la Présidence, Rafael Núñez se sont prêtés le vendredi 13 avril de la semaine dernière à une piteuse, mascaradante mise en scène tout à fait burlesque et bouffonne sous forme de point de presse.

Par le truchement de Rafael Núñez, ils ont accusé un colonel à la retraite, Pedro Julio Goico Guerrero d'être de mèche avec un Haïtien, Pierre Kan-zki, pour déstabiliser sinon renverser le gouvernement de « l'honorable » (sic) président d'Haïti, Michel Joseph Martelly. De façon très démocratique les journalistes n'ont pas eu le droit de poser des questions. Bel exercice de démocratie. Aucun d'entre eux n'a d'ailleurs insisté craignant que les vertueuses et « honorables » manières de la présidence haïtienne n'aient pu déjà faire école dans les hautes sphères dominicaines. Dieu merci, personne dans l'Exécutif dominicain ne guette encore les *man-man* des journalistes...

Cette mascarade du 13 avril avait été précédée ou, mieux, annoncée, au début de la semaine, soit le 10 avril,

par des gesticulations intracabinétaires, c'est-à-dire des combines dans le secret du cabinet du commissaire du gouvernement près le tribunal civil de première instance de Port-au-Prince, Jean Renel Cénatus, mascaradant en compagnie du « distingué » secrétaire d'Etat à la Sécurité publique, Réginald Delva. Le chef du parquet avait en effet révélé l'existence d'un complot ourdi par divers secteurs en vue de créer un climat de trouble dans le pays, à la suite d'une séance de travail (sic) autour des dispositions pour garantir un climat sécuritaire (resic). Selon Radio Métropole, le fin limier Jean Renel Cénatus, n'avait pas voulu identifier les secteurs qui seraient à l'origine de ce fumeux et fameux complot visant à déstabiliser le pouvoir en place. Un ti mannyè empêtré dans son mensonge.

Huit hommes, Troncoso, Brunache, Jiménez, Cinéas, Silié, Nuñez, Delva et Cénatus, bandés sur toute la ligne (malgré leur bel âge) se sont donc ligüés contre une seule femme, Nuria Piera, qui a eu le courage de dénoncer cochons noirs et cochons *grimèl* corrompus, irrécupérables, immoraux, cyniques, misérables, pervers, vils, vicieux et tarés, grognant de toute la longueur de leur insatiable groin des deux côtés de la frontière. Leur mensonge était si grossier qu'ils ont dû se mettre à huit pour le faire passer, pour intimider Nuria. Quelle ignominie ! A quoi bon commenter une telle lâcheté ? *Menm ti mounn lespri a konn 1 et 1 font 2*.

Je vous parle un de mes testicules (*m pap di nou kilès*)

Suite à la page (16)

RADIO

PA NOU

1685 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226

67 Khz

www.radyopanou.com

Depuis 2002

- Nouvelles
- Analyse
- Publicité

Fondateur: Jude Joseph

Bureau:

(718) 940- 3861

Studio:

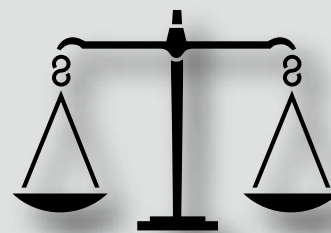
(718) 701- 0220 • (718) 856- 8702
(718) 928- 7022 • (718) 462- 0992
(718) 469- 8511

Paul J. Jourdan
Attorney at Law

107 Kenilworth Place
Brooklyn, NY 11210

Phone:
(718) 859-5725
(718) 338-0222

- Immigration
- Divorce
- Business Formation
(Corporation & Partnership)
- Estate Administration - Wills
- Real Estate Closings



KOFERBAI ap denonse maspinay k ap fèt sou Timachann yo nan kapital la

Kadejak, bastonad, vyolans vèbal, esklizyon, imilyasyon, se peripesi sa yo ti machann fanm yo ap sibi nan sosyete a. Se kont vyolasyon sa yo, Rezo Fanm BAI leve vwa l byen wo pou l di nou bouke ak imilyasyon fanm malerèz ap sibi, lè n ap gade jan majorite fanm ki nan aktivite enfòmèl yo tankou: madan sara yo, ti machann k ap chèche lavi pou pitit yo nan lari a ap mouri nan tèrib aksidan machin, sibi zak bastonad anba men bouwo sanfwanilwa majistra Petyonvil la Claire Lydie PARENT ak majistra Delma a, Wilson JEUDY. Jan sa sot fèt nan aksidan mòn Tapyon an kote plizyè dizèn madan sara te jwenn lanmò yo Jedi 5 ak Samdi 7 Avril pase a, kote se plis Fanm madan sara ki te mouri. Rezo Fanm BAI pa rete je ak bouch fèmen sou move tretman Fanm pòv yo ap sibi anba men otorite yo.

Nou konstate Leta a toujou pran pozisyon pou defann enterè boujwa yo kont enterè mas yo. Madan sara yo, fanm ti machann yo, se fanm yo ye tou, yo tout gen plas yo nan sosyete a, fòk nou pa engra ni pran pòz nou bliye yo, fanm yo se motè sosyete a; san fanm madan sara yo pwodui lokal yo pa t ap rive nan kapital la.

Se poutès a tout òganizasyon Fanm ki fè pati Rezo Fanm BAI mete vwa yo ansanm pou rele anmwey kont otorite yo, pou fè yo konnen tout fanm se fanm, kèlkeswa ras yo, ran sosyal yo, yo merite bonjan tretman nan sosyete a, se yo k ap travay pou asire bezwen lakay yo. Lè n ap gade sa fanm malerèz ki se ti machann ap sibi nan komin Dèlma anba men bouwo majistra Wilson JEUDI k ap bastonnen yo sezi machandiz yo, ak nan Petyonvil anba men bouwo Majistra Claire Lydie PARENT ki pa janm



Kèk ti machann nan Pòtoprens

sispann maspinen fanm ki pran lari ap fè ti Komès pou sove lavi timoun yo, kote yon Fanm ki te soti nan pwovens pote pwovizyon pou pitit li nan semèn sent lan, te viktim anba men Bouwo sa yo ki te maltrete l epi voye l al tonbe sou yon fè ki rantre nan kò l, blese l byen grav. Rezo Fanm BAI makonnen vwa l ak tout lòt Fanm pòv nan peyi a pou di NON ak zak maspinay kap fèt sou fanm ti machann yo nan lari a. Nou kondane ak tout fòs nou zak kriminel sa yo kote otorite konsène yo ki pa janm di yon mo pou fanm sa yo k ap mouri nan aksidan, k ap pran baton nan men bouwo majistra yo. Yanick Mezile, minis Fanm yo, si se te Fanm gwo zouzoun ki t ap viktim konsa li t ap di yon mo, men se fanm pòv, ti machann sa pa gade l, yo pa gen valè, ebyen n ap fè w sonje ou se minis tout fanm sa yo.

Jounen Jodi a Fanm Rezo BAI di w reveye w se minis tout

fanm san distenksyon ou ye, li lè pou diskriminasyon nan zafè Fanm anwo, Fanm anba, Fanm peyizan, Fanm lavil, Fanm rich Fanm Pòv la fini, tout Fanm se Fanm san fòs kote, tout Fanm se Fanm yo ekri menm jan e yo gen menm dwa nan sosyete a. Fanm Rezo BAI mande bon jan ankadreman pou Fanm yo tankou :

- Bati bon jan mache pou Fanm ti machann yo kapab fè komès nan kondisyon nòmal.

- Mete bon sistèm pou kontwòle machin k ap transpòte madan sara yo pou yo sispann viktim

- Mete bon jan Sistèm kredi nan peyi a pou timachann yo jwenn prè pou fè komès.

- Pou majistra yo sispann fè vyolans sou fanm yo nan komin Dèlma, Petyonvil, Site Solèy, nan sant vil Pòtoprens elatriye.

- Entegre Fanm yo nan zafè politik peyi a.

- Mete travay ak bon jan lopital pou fanm yo nan peyi a.

Ansyen militè yo debake nan Palman an!



Moun ame, abiye ak inifòm ansyen Lane Dayiti, te debake nan 2 machin devan lachann nan

Jounen madi 17 avril 2012 la, moun ame, abiye ak inifòm ansyen Lane Dayiti, te debake nan 2 machin devan lachann pandan depite yo t ap debat sou dosye kandida pou plas premye minis la Mesye Laurent Lamothe. Prezidan chanm depite yo, Levaillant Louis Jeune, te oblije sispann seyans nan paske li di « nou pa ka kontinye travay nan kondisyon sa yo. Li grav pou bandi ak zam anvayi yon palman ki anplèn travay ».

Mesye Jeune te ranvwaye seyans nan pou mèkredi 18 avril pan-

dan l ap tann repons gouvènman an.

Ki repons ? Depi kòmansman ane a anpil moun konstate ouvèti yon pakèt « kan militè » nan tout peyi a, gason kou fanm ap antrene, resevwa fòmasyon tout lajounen, jounalis menm rive bay entèvyou ak kòmandan yo. Pèp la ap poze kesyon kiyès ki alatèt mouvman militè sa yo, pandanstan senatè ak depite yo ki la pou fè respektè lalwa pa janm mande dekiprevyen fòs lame sa a ap deplwaye nan tout rakwen peyi a.

Martelly fè yon anboli nan poumon

Prezidan Michel Martelly te blije pran avyon pou al Miyami jou ki te 16 avril la paske li te gen gwo doulè nan pwatrin. Analiz yo pwouve se yon san ki kaye nan poumon prezidan an, savlèdi Martelly fè sa yo rele nan langaj medikal yon anboli.

Pou kounye a, Martelly ap re-

sevwa swenaj nan yon lopital nan Miyami. Biwo kominikasyon prezidans la fè konnen « Prezidan an pote l byen ».

Pa bliye se 4 jou sèlman Michel Martelly te genyen depi li te sot sibi yon operasyon nan zepòl dwat li nan Miyami kote li te pase 8 jou.

4 moun mouri nan fondreman yon kay ki t ap konstwi

Odel Louis Renard, 12 lane ; Lovely Bourdeau, 16 lane Denièse Joseph, 16 lane ak René Marie Carmelle, 37 lane, se 4 moun ki jwenn lanmò yo nan efondreman yon kay ki t ap konstwi pou loje yon otèl nan vil Fondè-nèg, lendi 9 avril pase a. Tout moun sa yo te soti nan yon sèl fanmi. Marie Carmelle René se te yon machann manje kwit e se nan kay sa a li te konn mennen aktivite li yo, pou l te okipe fanmi li. Mèt kay la, Josué Joseph se tonton l ki te twouve l nan men lajistis jounen jodi a.

Marie Julienne René, yon pwòch viktim yo te bay kèk detay sou aksidan sa a : « Mwen vin la a nan tribinal la, pou m wè sa y ap di avèk mwen paske sèl mwen menm ki la, m pa ka fè anyen e majistra a poko di m anyen sou sa. »

Yon lòt kote, yon nouvo direktè, Vladimir Thermilus enstale nan tèt dwàn Miragwan lan. Li ranplase nan pòs sa a Edner Rivière ki te kouri kite dwàn lan sou pwotestasyon popilasyon an, aprè yon bato te fin pran dife sou waf la.

OPTIMUM inter
93.1 FM SCA

Radio Optimum – 93.1 sca
La direction et le personnel de la Radio Optimum remercient chaleureusement leur audience et annoncent à tous ceux qui ont perdu leur contact que depuis plus de deux ans, la Radio Optimum travaille quotidiennement sur la fréquence de 93.1 sca.

Vous avez aussi la possibilité de la capter sur le site www.radio-optimum.com et bientôt sur www.radiooptimuminter.com
Captez chaque jour, à toutes les heures le 93.1 sca.

KAPTE BOUKAN

101.9 FM • SCA
Radyo Pa Nou
Emisyon KAKOLA
Konbit Ayisyen pou Kore Lit la ann Ayiti

- Nouvèl •
- Analiz •
- Kòmantè •
- Deba •

Pou yon Ayiti Libere
(917) 251-6057
www.RadyoPaNou.com
Mèkredi 9-10 pm

RADIO PÈP KOMINIKASYON
MONDAY-FRIDAY 7A.M. - 1A.M.
WLQY 1320 AM

RADIO PIMAN BOUK
SUNDAY 8 A.M. - 10:30 A.M.
WLQY 1320 AM

- NOUVELLES
- ANALYSE
- EDUCATION
- TALK SHOW
- POLITIQUE
- MUSIQUE
- PUBLICITÉ

(786) 487-7870
MANDE POU VOLTAIRE

Sit-in devant l'ambassade des Etats-Unis en Haïti contre l'ingérence !



Des Haïtiens qui se sentent indignés ont manifesté leurs colères contre le comportement irrespectueux de Kenneth Merten dans les affaires internes d'Haïti

Par Thomas Péralte

Le jeudi 12 Avril 2012, le Mouvement de Liberté d'Egalité des Haïtiens pour la Fraternité (MOLEGHAF) avec l'appui du Réseau des Femmes du BAI (COFERBAI) et plusieurs autres militants politiques ont organisé un sit-in devant les locaux de l'ambassade des Etats-Unis en Haïti, sis à Tabarre, Nord de la capitale. L'objectif de cette manifestation pacifique était de dénoncer l'ingérence flagrante de l'ambassadeur étasunien en Haïti, Kenneth Merten dans les affaires politiques internes du pays et de le déclarer formellement persona Non Grata.

Dans la question brûlante de la nationalité étrangère des hauts dirigeants de l'Etat d'Haïti qui défraie la chronique, l'ambassadeur des Etats-Unis, Kenneth Merten a fait des déclarations qui portaient atteinte à la bonne marche d'une enquête parlementaire sur la nationalité et l'identité du président Michel Joseph Martelly. Des Haïtiens qui se sentent indignés en tant que peuple libre et indépendant ont manifesté leurs colères contre le comportement irrespectueux de Kenneth Merten dans les affaires internes d'Haïti. Environ 200 personnes ont pris part au mouvement de protestation. Durant 2 heures de temps, des propos hostiles ont été lancés à l'endroit de l'ambassadeur Merten et sur les pancartes on lisait : « Kenneth Merten Persona Non Grata. Merten doit partir. Dessalines ne fit pas l'indépendance au profit des étrangers. Nous ne voulons pas être dirigés par des étrangers. Etrangers retournez chez vous. La constitution haïtienne doit être respectée. Ingérence NON ! Solidarité Oui ! A bas occupation ! A bas CIRH ! A bas Kenneth Merten ! A bas Bill Clinton ! Vive Haïti Libre ! »

Dans diverses déclarations à la presse, les manifestants



Une pancarte dénonçant l'ingérence, l'occupation, Kenneth Merten, Bill Clinton et la CIRH

ont dénoncé la politique de deux poids deux mesures des grandes puissances impérialistes telles que : les Etats-Unis, la France, le Canada et les sous-impérialistes du sous-continent, comme le Brésil, l'Argentine, le Chili, la République Dominicaine qui maintiennent des forces d'occupation contre le peuple haïtien depuis environ 8 ans. Ils ont dénoncé énergiquement la politique de domination, d'exploitation et d'ingérence de ces puissances contre Haïti, le pays le plus appauvri du continent américain. « Des étrangers (Michael Joseph Martelly, Kenneth Merten) ont exercé toutes sortes de pressions pour maintenir le peuple haïtien dans la misère et la pauvreté : corruption, Trafic de drogue, insécurité, occupation, ingérence, intimidation par des individus lourdement armés, diversions, compromission, magouilles de part et d'autres pour essayer de mentir au peuple. De notre côté, nous restons toujours très vigilants pour comprendre et dénoncer toute forme de complot contre le peuple haïtien qu'il soit d'ici et d'ailleurs. C'est pour cette raison que nous sommes ici aujourd'hui, devant l'ambassade des Etats-Unis en Haïti, pour dire NON à l'ingérence étrangère, Non à Kenneth Merten, Non à tous les étrangers qui sont à la tête du pays. »

Des agents de sécurité de l'ambassade ont braqué leurs



Le Réseau des Femmes du BAI (COFERBAI) demande une Haïti libre sans ingérence des étrangers

yeux sur les protestataires. Les agents de la Police Nationale d'Haïti (PNH) ont empêché les manifestants d'investir la rue pour faire passer leurs revendications. Mais ils étaient restés déterminés jusqu'à l'heure indiquée, midi, pour mettre fin à ce mouvement de protestation qui s'est terminé sans aucun incident.

Kreole FLAVOR

Caribbean Cuisine
Catering & Take-Out

**1738 Flatbush Avenue
Brooklyn, N.Y. 11210**

718-258-0509

Une jeune fille violée au centre ville par un agent de la PNH



Une voiture de patrouille de la Police Nationale d'Haïti (PNH)

Par Jackson Rateau

agent de la Police Nationale d'Haïti (PNH).

Dans la nuit du dimanche 15 au lundi 16 avril dernier, aux environs d'une heure du matin, près du vestige de l'église Saint Jean Bosco, centre ville, une jeune fille du nom de Vastie Brévil a été violée dans une voiture de patrouille nocturne par un

Les informations issues du correspondant de Radio Panou au Québec, commentant les nouvelles d'Haïti, ont fait savoir que la jeune fille, accompagnée de son amant, a été interceptée près de l'église de Saint Jean Bosco dans le quartier de La

Suite à la page (18)

Haïti: L'absence de l'Etat est flagrante dans plusieurs domaines

Par Isabelle L. Papillon

On dit souvent que « diriger c'est prévoir », mais en Haïti, diriger est synonyme de corruption, de trafic de drogue, de gaspillage des ressources du pays, de répression. Très souvent, on entend des Haïtiens dire, on n'a pas d'Etat en Haïti, d'autres murmurent, l'Etat est là seulement pour imposer et prélever des taxes, réprimer le peuple, profiter du malheur de la population pour s'enrichir, comme la catastrophe du 12 janvier, l'inondation, l'épidémie de Choléra. Mais l'Etat ne fait rien

pour prévenir certains dangers qui guettent toujours la population la plus vulnérable. De toute évidence, quand on parle de l'Etat, on fait référence directement au gouvernement bicéphale d'Haïti des deux pouvoirs publics (le Législatif et le Judiciaire) et les collectivités territoriales incluses.

La population de diverses régions du pays appelle au secours des autorités après les pluies diluviennes qui se sont abattues sur l'île et qui ont causé d'énormes dégâts matériels et des pertes en vie humaines. Le bilan est lourd, des dizaines de morts à travers le

Suite à la page (19)

KATOU RESTAURANT

5012 Ave M
(Entre E. 51 et Utica)
10h am - 10h pm

Une innovation dans la cuisine haïtienne à Brooklyn
Tous les plats haïtiens réalisés par une équipe de cordons bleus recrutés sous la supervision de Katou
Griots - Poissons - Poissons Gros Sel
- Dinde - Poulet - Cabri
- Boeuf - Légumes
Bouillon le samedi - Soupe le dimanche - Bouillie de banane le soir
Appelez le **718-618-0920**
Livraison à domicile
Si vous avez du goût, vous ne lâcherez pas Katou Restaurant

Immaculée Bakery & Restaurant

2 Locations en Brooklyn



Spécialités

- Pâtés • Pain • AK-100 • Gâteaux
- Jus citron • Bonbon amidon
- Bouchées • Cornets
- Pain patate (sur commande)
- Bouillon (chaque samedi)
- Soupe (chaque dimanche)

1227 Nostrand Avenue
(entre Hawthorne & Winthrop)
Tél: 718.778.7188

1411 Nostrand Avenue
(entre Linden & Martense)
Tél: 718.941.2644

Le Président Marthelly partira-t-il ? Préparons-nous à toute éventualité!

Par Jacques Elie Leblanc

Les observateurs les moins avertis constatent qu’Haïti a perdu son centre de gravité. Le déséquilibre est général ; l’inquiétude, le trouble est dans tous les esprits.

Haïti peut-elle demeurer plus longtemps dans cette impasse ? Pou- vons – nous continuer à vivre sous l’empire de la terreur, de l’insécurité, du mensonge, de la duplicité, du désespoir et de cette corruption qui gangrène les fibres les plus intimes de la nation ?

L’histoire de notre pays nous rapporte des crises semblables mais aucune n’a jamais atteint l’acuité de celle actuelle. Cette crise empoisonne l’existence par l’exaspération des égoïstes et l’amoralisme profond de cer- taines classes sociales. La religion du profit basée sur la corruption menace de mettre un point final à notre souver- aineté.

Le thème « Le pays est ouvert aux affaires » adopté par le ministre démissionnaire des relations exté- rieurs et actuel premier ministre désigné Laurent Lamothe, d’un passé douteux et tourmenté, est très symptomatique et n’ est rien d’ autre qu’ un euphémisme « pour le pays est ouvert au pillage ».

Mais si cette crise est regrettable, nous ne la considérons nullement comme un malheur pour le pays, pour les démunis, les ouvriers, les paysans pau- vres. Au contraire. Cette crise politique ainsi que toutes les autres qu’il aura à affronter, sont des crises de croissance, des étapes indispensables pour le développement des masses laborieuses, pour amener les ouvriers à une con- science plus aigue de leurs intérêts et de leur position réelle, pour enrichir par l’expérience et la critique courante aussi bien les leaders que les éléments de base de la classe ouvrière.

Aucune théorie ne peut a priori, apprendre au peuple à l’ouvrier, au paysan à se défendre, à lui faire con- naître qui sont vraiment avec lui, à l’aider avec une conscience claire et précise de son état, de sa position, de sa condition matérielle, du caractère de la classe à laquelle il appartient, des rapports sociaux de cette classe avec les autres classes d’individus. Aucune théorie ne peut à l’ avance faire de lui un être organisé et armé pour la lutte féroce qu’ il doit mener pour son exis- tence et celle de sa famille. Aucun pa- labre ne peut le sauver, aucune bonne intention, aucune âme charitable, au- cun conseil éclairé. Tout cela avec zéro est à peu près la même chose. Le peuple doit faire sa propre expérience dans la lutte qu’il mène. Il doit tisser durement sa propre théorie dans la pratique quo- tidienne, sa théorie de classe. Sa théorie surgit péniblement de la jungle des faits ; de ses erreurs, de ses tâtonnements, de ses déceptions, et de ses misères.



Joseph Michel Martelly

Il doit apprendre par l’insuffisance de son salaire, par le chômage, par la faim qui ronge son foyer, par la preuve des formules démagogiques des politiciens, par les coups bas qui lui sont portés, par les trahisons qui le guettent de toutes parts, ce que c’est que la réalité et com- ment s’armer pour lutter contre cette réalité.

Ainsi il apprend beaucoup de choses, presque toutes choses et fait son éducation politique et syndicale. Ainsi, il observe, compare, juge, rai- sonne, éprouve la preuve manifeste du vrai et du faux. Ainsi s’éveille sa conscience de citoyen, d’ouvrier et s’affermit sa volonté de lutte. Ainsi, il élabore sa propre théorie à travers la pratique amère de sa lutte quotidienne et de cette théorie qui est le fruit de l’expérience. Une fois découverte et as- similée, il la retourne et l’applique sys- tématiquement dans l’action syndicale ou à l’intérieur d’un parti ou d’une or- ganisation populaire pour la féconder et la consolider. Il devient alors un citoyen conscient.

Le journal a confiance dans le peuple, dans les masses qu’il guidera, éclairera, défendra. Nous ne deman- dons pas au peuple d’avoir la foi et de croire subitement dans notre action désintéressée. Nous ne leur demandons pas de croire aveuglement dans la just- esse de notre position et de notre ligne politique. On n’impose pas la vérité. Elle éclate. Et la vérité est l’unique arme du journal, sa force réelle, son instru- ment révolutionnaire. Si notre position se révèle juste, si nos prévisions sont exactes, si nos pronostics sont corrects et se vérifient de plus en plus, le peuple, de lui- même, finira par nous accorder sa sympathie, sa confiance et son re- spect.

Ceux qui vécurent toujours au- dessus de la sphère des misères hu- maines ne sauraient admettre que des

ouvriers ou des paysans pauvres leur en remontrent à une table de con- férence, que les éternels tondus se lais- sent moins facilement tondre.

Utilisant tous les moyens mis sur pied par la technique et tout l’appareil de production, les forces de ténèbres ont juré d’étouffer les cris des masses pour perpétuer la danse macabre.

Les réactionnaires ont battu le rappel de toutes les vieilles forces con- tre les forces jeunes qui montent à l’horizon.

Devant de tels faits, les hom- mes lucides doivent se serrer les cou- des pour arrêter l’entreprise criminelle de la conspiration ourdie contre notre peuple. Une tâche pratique s’impose à notre conscience : et le devoir fonde- ment de toute morale, nous prescrit de sauvegarder le patrimoine de plus de deux siècles

Nous ne devons pas sous-estim- er notre force. Toute abdication, à ce moment crucial de notre existence se ramène à un anéantissement, à une apostasie de notre dignité d’homme et de peuple.

C’est en forgeant qu’on devient forgeron .C’est dans la lutte que nous tremperons notre caractère et réalise- rons nos aspirations

Aucune puissance ne peut ar- rêter la marche de l’histoire. Et sur la pente néfaste où tentent d’entraîner les masses, ceux qui ont toujours vécu au préjudice de ces mêmes masses, il est encore temps pour le peuple haï- tien, pour les démocrates, les progres- sistes de s’interroger, et de trouver le fil d’Ariane, pour nous guider dans ce prétendu inextricable labyrinthe de notre époque.

Pénétrons-nous bien de ses ré- flexions. L’histoire et le temps travail- lent et marchent avec nous. Il ne nous reste que de vouloir. Gouverner c’est prévoir.

L'accident de la circulation à morne Tapion met à nu le fonctionnement de l'hôpital de Petit-Goâve

Par Yves Pierre-Louis

Depuis des années l’hôpital Notre-Dame de Petit-Goâve était dysfonctionnel, comme bien d’autres hôpitaux et cen- tres de santé à travers le pays. N’était-ce l’accident tragique du 7 avril 2012 à morne Tapion sur la route nationale #2, au niveau de Petit-Goâve, personne n’était au courant de ce qui se passait à ce centre hospitalier qui des- sert des milliers petit-goaviens. Les institutions sanitaires de la population haïtienne sont pra- tiquement dépourvues de tout : matériels, médicaments, person- nels qualifiés.

Le deuxième l’hôpital de référence du département de l’Ouest, après celui de Port-au- Prince, appelé hôpital général qui ne fonctionne pas autrement, l’hôpital de Petit-Goâve depuis 5 ans est dépourvu des méde- cins internes, de chirurgiens et d’anesthésistes et autres. Mal- heureusement, les chirurgiens qui y étaient l’ont abandonné pour se rendre à l’hôpital com- munaux de Grand-Goâve. Le laboratoire médical fonctionne à un effectif très réduit de 9 il était passé à 2, sans aucune explica- tion. La pharmacie est presque vide de tous.

Les médecins gynéco- logues ne travaillent pas quo- tidienement, ils sont là, du mercredi au samedi, les autres jours, si une femme enceinte a des problèmes ou une complica- tion, elle devrait être transportée ailleurs. L’hôpital de Petit-Goâve n’a pas d’infirmière en chef, celle qui joue ce rôle ne reçoit pas ses appointements, elle travaille en même temps dans une autre Or- ganisation Non Gouvernemen- tale.

Maintenant, les deux mé- decins qui y travaillaient régu- lièrement, Monsieur et madame Cayemithé et ceci depuis 25 ans à l’hôpital Notre-Dame de Petit-Goâve, souffrent d’hypertension depuis la tragédie du 12 janvier 2010. Ils sont frappés de l’âge de

retraite.

Les habitants de Petit-Goâve déplorent le dysfonctionnement de ce centre hospitalier, ils lan- cent un appel aux autorités du pays. « Après l’accident tragique du samedi 7 avril 2012, je me suis rendu à l’hôpital Notre- Dame de Petit-Goâve, en vue de m’enquérir des problèmes qui entraînent le dysfonctionnement de ce Centre hospitalier depuis plusieurs années. J’ai vu et ap- pris personnellement de nou- velles choses : pas de banque de sang, la salle d’urgence n’est pas fonctionnelle, elle est sale et dégagée de mauvaises odeurs. J’ai vu quelques médecins haïtiens et d’autres jeunes médecins for- més à Cuba qui ont la volonté, toujours présents à leurs postes. Mais faute de matériels néces- saires, ils ne peuvent pas faire convenablement leur travail » déplore un notable de la ville.

La direction et l’administration de l’hôpital Notre-Dame ne s’arrangent pas pour assurer le fonctionnement régulier de ce centre hospitalier. Le directeur général, le docteur Lesly Pierre-Paul est absent depuis plusieurs jours. Selon les dires, il participerait à des cours de formation et d’ailleurs il ne réside même pas à Petit-Goâve. Il n’a délégué aucun pouvoir de décision à l’administrateur, ni au chef du personnel. Il agit toujours seul en écartant ses proches collaborateurs. Donc au moment de l’accident de circula- tion du 7 avril dernier, la situa- tion à l’hôpital Notre-Dame de Petit-Goâve était devenue plus compliquée pour les pauvres victimes de la paysannerie haï- tienne, qu’on appelle « madan Sara ». En Haïti, les gens de la masse populaire sont toujours les premières victimes à chaque occasion. Les autorités du pays n’ont aucun souci pour sou- lager la misère de la population. Quand elles sont malades, elles se font soigner aux Etats-Unis au frais de la République, elles s’en foutent du reste de la population qui vit dans l’arrière du pays.

TAP TAP HAITIAN RESTAURANT



TAP TAP Restaurant supporting the Haitian people
in their struggle for justice and democracy.

819 FIFTH STREET MIAMI BEACH, FLORIDA 33139
Tel. (305) 672-2898

Joel H. Poliard
M.D., M.P.H.

Family and Community
Medicine
Public health and Pediatrics



**5000 N.E. Second Ave,
Miami FL, 33137**

tel. (305) 751-1105

VENUS RESTAURANT

**Specializing in
Caribbean &
American Cuisine**



**We do Catering
Available for all
Occasions
Fritaille etc..**

**670 Rogers Avenue
(Corner of Clarkson Ave)
Brooklyn, NY 11226**

“Venus, l’entroit idéal”
718-287-4949



Dr. Kesler Dalmacy

1671 New York Ave.
Brooklyn, New York 11226

Tel: 718-434-5345

Le docteur de la
Communauté Haïtienne
à New York

Liquid Death

By Haiti Grassroots Watch

In early 2011, a dozen people in the Fond Baptiste region, north of the capital, died after drinking “clairin” – a traditional Haitian alcohol drink – tainted with methanol. Another 20 or so were blinded or paralyzed. One year later, Haiti Grassroots Watch (HGW) exposes that judicial, health and commerce authorities have not investigated who was responsible for the tragedy. The production and sale of clairin – and “fake clairin” – continues with no regulation. The tragedy could occur again at any moment, on an even larger scale. Lack of political will? Incompetence? The results are the same.



Widows of men killed by methanol-tainted clairin in Fond Baptiste last year

“It’s like my guts had been ripped out.” That’s how Michaëlle Hilaire remembers it.

“I took my cousin to the hospital. While I was waiting at the gate, he died in my arms. When I came home that Wednesday, they told me my brother was ill. I burst into tears. The next day, he was dead. And then, my husband died.... My cousin died, my brother died. My man is dead.”

Mother of six, Michaëlle Hilaire is one of a group of women from Fond Baptiste, in the mountains above the capital, who were suddenly made into widows or the wives of paralyzed or blinded men.

In February 2011, a Fond Baptiste woman died suddenly after drinking *clairin* – a traditional Haitian alcohol made from sugar cane. In the days that followed, at least 11 others died, and more than 20 others in the same region or in nearby Lully and Lafiteau – most of them men – were made blind or paralyzed.

Haitian and international health authorities were notified and after field visits, they wrote a report pinpointing a “fake clairin,” made from or mixed with methanol, a toxic alcohol generally used as a solvent.

“The tests on patients’ blood samples and on two samples of the alcohol confirmed that methanol is responsible for the poisoning of the residents of Fond Baptiste and neighboring regions,” a Feb. 18, 2011, report said.

Another report from the same period, by Cuba’s National Toxicology Center, laid out the gravity of what had just occurred in the tiny mountain village: “Methyl alcohol or wood alcohol [is]... the simplest of all alcohols. It is a clear and volatile liquid, with an odor that resembles ethyl alcohol. It is used as an anti-freeze, as a gum solvent, and also in the fabrication of organic products.”

“It is sweeter and much more sugary tasting than ethanol,” Dr. Ancio Dorcéus told HGW in a recent interview. Dorcéus saw the results of that sweetness first hand. He treated some 30 people who had been poisoned, but not killed, at his Arcahaie clinic.

A year later, but like yesterday...

The widow Hilaire doesn’t hide her emotions when talking about her three deceased family members. Tears in her eyes, she tries to remember those days that sunk her household into darkness.

“I had just come from the ‘Pierre’s Home’ marketplace,” she remembered. “I saw that my husband hadn’t yet awoken. Later, he opened his eyes and asked me to take him to the hospital because he couldn’t see anything, and he couldn’t even stand up, either. His legs were wobbly.” He died not long thereafter.

Most victims are women, with three to five children. Nowadays, most of these fatherless children don’t attend school. The widows begged a journalist to help them get the government to intervene in order to obtain justice for their dead, blinded or paralyzed partner.

Hilaire knows who sold the mortal drink and is tempted to wrest her own “justice” if authorities don’t intervene.

“If I had someone who would do it with me, I’d get my own justice. But so far I haven’t found anyone,” she said.

The septuagenarian Orinvil Olipré certainly can’t be of help. Blind and half-paralyzed, he sits on a straw mat all day near his small wooden house, listening to the noises that surround him.

Once a farmer who made his living from his fields and a few farm animals, since the poisoning Olipré is completely dependent on his children. Despite the damage caused by “methanolized” clairin, he tips his head back to take a sip, his arms trembling.

“Clairin helps keep me warm,” the old man explains. “It’s really cold up here.”

It would be difficult for the Louis family to help, too, since they lost two men in one week. Veillé Louis’ brother died suddenly, and as he was making the coffin for him, he sipped clairin in order to help him work harder and faster.

He never finished the coffin.

Perched on a mountain 1,500 meters above the sea, Fond Baptiste sits in one of the “communal sections” or rural districts, of Arcahaie, the coastal town where Haiti’s first flag was reportedly sewn. The slopes are covered with fruit trees. Residents live by raising cows and other animals, and by growing vegetables and staples like potatoes.

Because of its cold temperatures, drinking clairin at all hours of the day is very common. People drank the poisoned clairin as they labored in workshops, pruned their trees, or chatted with neighbors on a porch.

Not surprisingly, the hamlet has few services or infrastructure like a hospital or a police station. In fact, there is not one single police officer assigned to the region. And, as across all Haiti, no control over consumer goods.

The sale of clairin

Investigations by the HGW team indicate that the Williamson marketplace – at the edge of the city of Cabaret, also in the Arcahaie commune – might be the origin of the “liquid death.” During visits, HGW journalists noted that there were no evident controls placed on the sale of clairin. Wholesalers and retailers did not label their products and there were no signs of any government agent doing inspections.

Some clairin sellers add pieces of bark as “cures” for various presumed illnesses like menstrual pain or sexual impotence. Wholesalers usually transport their product in plastic 50-gallon barrels, and use old Coke or water bottles when selling to retailers or consumers.

Yolette Elien used to sell clairin. She told HGW that the two most

popular types are “Sonson Pierre Gilles” from Cabaret and “Guys’ Little Hard-on” from Saint Michel de l’Attalaye.

“The sellers do whatever they want,” said Elien, who decided to change businesses after being threatened by relatives of poisoned clairin victims. Today she sells books and school supplies.

“Generally, ‘Sonson Pierre Gilles’ clairin is mixed with boiled water. The same is true for other clairins, like ‘Guy’s Little Hard-on,’ because it is so strong. The secret is in the mix,” Elien explained.

“Nobody from the government has ever come by to see how the merchants sell their product in the marketplace. Everyone does whatever he or she wants, so they can make more money,” she added.

“Sonson Pierre Gilles” is one of the most expensive clairins on the market. The more it’s watered down or diluted with something cheaper, the higher the profit.

Deadly mix

The methanolized clairin tragedy isn’t the first time a modified clairin has been sold by ruthless businesspeople.

During the 1990s, after the government lowered tariffs on sugar and other products, certain large import firms and merchants saw an opportunity. They imported foreign ethanol and started to sell it as clairin, at half the price of the locally produced beverage. [See “Fake Clairin” sidebar.]

But this time around, the importers and sellers used a much more toxic alcohol: methanol.

“This problem doesn’t occur in urban areas,” explained Dr. Ancio Dorcéus, who treated many victims. “These kind of things happen in the backwoods, far from the capital, for the simple reason that the urban population isn’t going to drink ‘fake clairin.’ They’ll pay for the more expensive, real clairin. Villagers, who come down from the mountains, will buy the least expensive product.”

“Methanol should not be in Haiti. It is such a toxic product – even just inhaling it can cause death,” continued the doctor who today works for WHO/PAHO (World Health Organization/Pan-American Health Organization). “The odor alone can make you blind, by killing your optic nerves. Whether you breathe it in, or absorb it through your skin, this product is dangerous.”

Dangerous... but legal in Haiti. But the new Minister of Public Health and Population doesn’t seem to know that. Speaking to journalists recently, Dr. Florence D. Guillaume declared that the sale of methanol was strictly “prohibited” on Haitian soil.

“And in any case, these products don’t fall from the sky,” she pronounced for the microphones. “One must control the ports and borders in order to resolve this situation.”

continued on p(15)

“Stones in the Sun”: An Interview with Director Patricia Benoit

By Kim Ives

“*Stones in the Sun*” (Wòch nan soley) is a film about three pairs of Haitian refugees, set in New York City and Haiti. A young woman struggles to forget the atrocities she’s experienced in Haiti when she reunites with her husband in Brooklyn, where he barely scrapes by as a livery cab driver. A single mother, trying to assimilate in a fancy Long Island suburb, takes in her sister, a teacher and political activist who is unable to reconcile their violent youth with her sister’s seemingly banal lifestyle. And a newly married man, the host of a popular anti-government radio show, finds his estranged father (a recently ousted military leader) on his doorstep, desperate for shelter. They must confront the disturbing truth of their pasts, as their stories all intersect. “*Stones in the Sun*” will have its world premiere on Apr. 22 at the prestigious Tribeca Film Festival in New York City. Kim Ives interviewed the film’s writer and director Patricia Benoit.



Patricia Benoit: “I wanted to show how the past can sort of radiate pain.”

Why did you need three different “stories of damaged love,” as reviewer Liz Domnitz calls them, to tell the story you wanted to tell?

I wanted to show the diversity and complexity of Haiti. I thought it would be dramatically interesting to have these different worlds juxtaposed because it is a complicated reality, and that’s what I was trying to capture with the film.

Your focus in the film seems to be to explore the intersection of love, survival and politics. Is there a real-life story that inspired you?

Not one story. I drew from different people and a little bit from my own life to see how people’s past experience with violence and repression affects their present and their future. I think we all deal with this to one degree or another: the difficulty of shedding the past, how you carry the past within you, particularly when that past has been traumatic. From talking to people, from hearing stories, and from my own life, with my parents, I wanted to show how the past can sort of radiate pain. So in the film, I try to deal with the different levels of the radiating, to show how it affects people in small ways and large.

You are best known as a documentary filmmaker for your 1992 film “Tonbe Leve.” What made you move to fiction?

A long time ago, I had done some work in theatre, and to tell the intimate story that I wanted to tell, fiction was a better vehicle. I wanted to talk about people’s personal lives and intimate life. I think a documentary is great if you’re looking at social movements, as in a political documentary. But I personally have a problem with following people intimately, filming them intimately. People often don’t know what they’re getting into and I think it

can get into a sort of voyeurism. Beyond that, I had certain things that I wanted to say, and I felt that I could only say them in a narrative. In a documentary, you go out into the world and find stories, while here, I wanted to tell a specific story. For that reason, I needed to make it fiction.

What were the biggest challenges you faced in making this film?

The biggest challenge was the budget, which was really small. My script was very ambitious. We filmed in Haiti. We filmed in New York. We had multiple stories, therefore multiple locations. And it’s really hard to get money for fiction, it’s harder to get money for fiction with black people, and it’s even harder to get money for fiction with people speaking in Kreyòl. There is some English, and a tiny bit of French, but most of the film is in Kreyòl. We had to rely on people’s kindness and the generosity of friends and the Haitian community in New York and in Haiti.

The second biggest challenge was finding actors. I found some really great ones, but that meant going through friends and looking in the community for people. There are, of course, actors in New York and in Haiti, and I wanted the film to be very naturalistic. So to find actors who don’t come out of that larger theatrical tradition was difficult. But the most important thing for me was that, when Haitians see the film, they find it good and realistic. They are my primary target, and hopefully other people will like it too. I wanted it to feel authentic for people who really know about the situation. I want them to believe it.

How did you marry non-actors to their roles and coach them?

I had actors of varying degrees of experience. My non-actors, I didn’t give them the script ahead of time. I told them the story but didn’t give them the script because I wanted them to be in the moment. I didn’t want them practicing their lines in front of mirrors.

It’s a complicated question which is hard to answer. We all worked really hard. People have different styles of working. Even non-actors require different things.

continued on p(16)

SÉNÉGAL: MACKY SALL OU LE CHAÎNÉ DANS LA CONTINUITÉ COLONIALE

Par Komla KPOGLI

Dans une Afrique où il est de coutume pour les tyrans de s'accrocher à leur fameux fauteuil présidentiel, lorsque dans un territoire un satrape perd le pouvoir, c'est plutôt normal que les partisans du changement pour le changement soient aux anges. Des Africains du territoire du Sénégal et beaucoup d'autres sont à la fête après que Abdoulaye Wade ait été sorti et qu'on ait porté, par vote, à sa place son ancien premier ministre Macky Sall. Ce matin, on apprend par la presse qu'un peu partout dans ce territoire l'heure est à la fête et aux réjouissances populaires. Mais si on prend un peu de recul, il est à constater que ce changement n'annonce rien de nouveau et même, il faut oser le dire, rien de bon. Mieux, il ressemble fort malheureusement pour les fêtards et autres optimistes béats à une continuité. C'est juste un changement de personne pour mieux ancrer le système.

Tout d'abord: le nouvel élu se définit lui-même comme un libéral. Wade est aussi un libéral et il l'a toujours revendiqué et assumé. Qu'est-ce donc qu'un libéral dans le champ politico-économique? Un libéral c'est un partisan sur le plan politique de la démocratie et des libertés individuelles; et sur le plan économique, c'est un capitaliste. Dans le contexte africain où les Etats ne sont que le visage d'autrui, l'expérience a montré que le libéral est un fervent partisan de la suppression des barrières douanières, de la libéralisation du mouvement des capitaux, de la construction des infrastructures moins rentables pour le pays mais bénéfiques aux entreprises transnationales, de l'augmentation des taxes et impôts, de la privatisation des secteurs publics de l'eau, de l'électricité, de la réduction des dépenses de santé, de l'éducation, de la réduction des salaires, du blocage des avancements, voire du dégraissage dans la fonction publique, de la suppression de tout soutien public aux agriculteurs et de tous les frais affectés au bien-être de notre peuple. Bref, le libéral est celui qui a pour mission de transposer mécaniquement le modèle libéral en Afrique et détruire la vision africaine de la vie en communauté. Et toutes ces mesures ne visent rien, sauf à faire des économies pour payer la « dette » et attirer les « bailleurs » et les « opérateurs économiques étrangers ». Un libéralisme de plus en plus rejeté violemment dans son berceau occidental où on lui cherche désespérément des alternatives mais revendiqué sous les cieux africains. Macky Sall est de ceux-là qui vantent la fameuse initiative PPTE qui énonce débilement que plus un pays alourdit sa pauvreté et sa dette, plus il va vers son développement.

Ensuite: Macky Sall est un homme du système. Il a été nourri à la mamelle de l'ex-président Wade auprès de qui il a fait ses premières armes depuis les années 1980 au sein du PDS (Parti Démocratique Sénégalais). Elu président de la cellule Initiatives et Stratégies et secrétaire général de la Convention régionale du Parti démocratique sé-



.Macky Sall, le nouveau président sénégalais



Le Palais de la République du Sénégal

négalais (PDS) de Fatick en 1998, il fut l'un des artisans en 2000 de la victoire de Wade qui le récompense en le nommant Conseiller Spécial. Son ascension ne s'arrête pas là. En 2001, Sall devient ministre des Mines, de l'Énergie et de l'Hydraulique, puis ministre d'Etat en 2002 à différents postes. En avril 2004, il est nommé vice-président du comité directeur du Parti démocratique sénégalais (PDS) et le 21 avril 2001 Macky Sall est nommé Premier ministre par Abdoulaye Wade, poste qu'il occupe jusqu'à la réélection d'Abdoulaye Wade en 2007.

Continuant sa carrière, Sall passe de la primature à la présidence de l'Assemblée nationale le 20 juin 2007. C'est à ce poste qu'il va rencontrer sa première pierre d'achoppement. Certain d'être par son parcours politique un fils du président Wade, il "ose" convoquer

Karim Wade, fils du président Wade à l'Assemblée pour audition sur les travaux de l'Agence nationale de l'Organisation de la Conférence Islamique (ANOCI). Le courroux du vieux lion de la Teranga Wade est immédiat. Il opte pour les liens du sang en punissant le « fils politique » au bénéfice de Karim. Le poste de numéro 2 du PDS est supprimé par le comité directeur qui décide aussi de réduire le mandant du président de l'Assemblée de cinq à un an. L'infamie est insupportable pour Sall qui démissionne du PDS et crée son propre parti, l'Alliance pour la République. Comme on peut le voir, Macky Sall est un homme du système qui l'a fait du début jusqu'à son niveau actuel. Il ne l'a jamais remis en cause et ne le fera pas. Macky Sall se définissant comme un libéral n'a jamais posé que de question sur l'économie coloniale dans laquelle le territoire

du Sénégal baigne en compagnie de tous les autres avec le Franc CFA à l'appui. Jamais de question non plus sur les cultures coloniales notamment l'arachide dans laquelle le territoire du Sénégal excelle. Jamais, il n'a mentionné que le cadre africain est un cadre vicié et impropre au développement à cause de son extraversion absolue depuis des siècles à présent. Il n'a pas quitté le navire colonial (Etat colonial) parce que fondamentalement il est mauvais et que piloté avec la boussole étrangère, il ne peut donc que mener le peuple africain du Sénégal à l'accident final.

Enfin: Macky Sall est Grand Croix de l'Ordre national du Lion et Grand Officier de l'Ordre de la Pléiade de la Francophonie. Il a été surtout fait Grand Officier de la Légion d'Honneur française, le 25 mars 2008 en plein trouble avec son mentor Abdoulaye Wade

par l'Ambassadeur français Jean-Christophe Ruffin. Les textes de la Légion sont clairs : « La Légion d'honneur est la plus haute décoration française. Elle récompense les mérites acquis par les citoyens, en dehors de toute considération sociale ou héréditaire et ce, dans tous les secteurs d'activité du pays. » La Légion d'Honneur n'est attribuée qu'aux français, comme le précise l'article R.16 du Code de la Légion d'Honneur. A titre exceptionnel toutefois les étrangers peuvent être décorés en fonction de leur personnalité et des services rendus à la France. Macky Sall est-il français? Si, oui dans ce cas, les Africains du Sénégal auront élu un français qui ne peut que travailler pour son pays à la tête de ce territoire. Il y aurait alors erreur sur la personne. S'il ne l'est pas, quels sont donc ces services que Macky Sall a rendus, rend et rendra encore à la France pour qu'il ait cette récompense ? On peut aisément le deviner, mais bien malin est celui qui pourra montrer des preuves quand on sait que la caractéristique principale de la Françafrique est de procéder dans l'opacité. Mais étant à plusieurs reprises ministre des mines, de l'énergie et de l'hydraulique, on peut imaginer des contrats en faveur des multinationales françaises. Mais, pas seulement. Avec cette médaille, il n'est pas seulement question de récompenser les services rendus dans le passé. Il est probablement question aussi de préparer le terrain pour d'autres bonnes œuvres dans le futur en faveur de la Métropole. Car, la France a ceci de particulier qu'elle sait repérer très tôt les bons chevaux sur lesquels elle mise depuis leur plus jeune âge en leur offrant des gadgets les plus clinquants afin de les mettre sous son contrôle très tôt. C'est cette caste que les coloniaux appelaient « l'élite indigène » dont la mission est de lier solidement les territoires d'Afrique à la Métropole.

Dans un cadre colonial comme c'est le cas dans l'Afrique actuelle, le pouvoir d'Etat ne peut être remis en n'importe quelle main. Il ne peut que quitter une main soumise pour retomber dans une autre encore voire plus servile. Lorsque, par le hasard de l'histoire, ce pouvoir parvient à un homme qui n'est pas coopté par la Métropole, la vie de ce dirigeant devient un enfer. Tout est mis en oeuvre pour l'assassiner (Sankara et bien d'autres) ou pour le renverser (Laurent Gbagbo et bien d'autres). Ce système ne peut dès lors se sentir que renforcé si la transmission du pouvoir se fait avec la participation du peuple à travers la voie électorale, comme c'est le cas au Sénégal. Le peuple africain de ce territoire vient de "choisir" le changement de personne dans la continuité d'un système.

Mais pour beaucoup d'Africains, tout ceci n'est qu'accessoire, l'essentiel étant que Wade, le "vieux Wade" s'en aille. Ainsi donc, en poursuivant la curiosité de visiter ce qu'on appelle la toile et les réseaux sociaux, on s'aperçoit que ce qui préoccupe effectivement, ce n'est ni de se demander de quoi cette fameuse alternance et cette « leçon de démocratie » ont le nom, ni d'interroger la politique dont



Manifestation de soutien à Macky Sall, à Ziguinchor. Crédits photo : SEYLOU/AFP



Wade et Macky Sall, ce dernier est un homme du système. Il a été nourri à la mamelle de l'ex-président Wade auprès de qui il a fait ses premières armes depuis les années 1980 au sein du Parti Démocratique Sénégalais



Macky Sall a reçu le grade de Grand Officier de la Légion d'honneur française le 25 mars 2008 par l'Ambassadeur français Jean-Christophe Ruffin (à droite), une année décisive qui a marqué sa rupture avec Abdoulaye Wade. Quatre ans plus tard, jour pour jour, il devenait le quatrième président du Sénégal

Macky Sall est porteur, ni d'étudier le cadre dans lequel le « nouvel élu » devra agir, ni de mesurer les résultats que cet homme a faits, puisqu'il a été au pouvoir depuis 10 ans et ceux qu'il pourra obtenir avec ses nouvelles responsabilités. Non, tout ceci n'est que questionnements académiques

voire hors-sujet. Ce qui intéresse et qui est motif de joie, c'est que non seulement Wade et Cie aient quitté le pouvoir, mais encore que la nouvelle première dame du territoire du Sénégal ne soit pas une « blanche », mais une noire, une Africaine.

Que les compatriotes du Sé-

négal aient mis en échec le projet Sarkowade qui visait à monarchiser ce territoire avec un plan qui devrait léguer le trône présidentiel à Karim Wade après le règne de son père, c'est un fait, mais si « le changement » doit uniquement signifier pour beaucoup le changement de personne à la tête de nos territoires et l'avènement d'une première dame noire au lieu d'une blanche alors là, on est plus que mal barrés. A ce coup, il n'est pas étonnant que l'Afrique soit toujours dans la colonisation sans que beaucoup s'en aperçoivent.

En conclusion, il faut redire que le cadre africain est un cadre colonial. Il fonctionne pour satisfaire les besoins de l'extérieur au mépris des préoccupations endogènes. Tant que ce cadre ne sera pas remis en cause, détruit et reconstruit à l'aune des valeurs et des besoins intérieurs, c'est peine perdue qu'on se tue à doter les proto-Etats africains de présidents et des gouvernements. Espérer que l'Afrique sortira des rapports d'exploitation et de soumission qu'elle entretient avec l'extérieur (notamment avec l'Occident) avec des élections à l'issue desquelles on attend des élus des réformes revient à jouer à une poule qui couve des œufs pourris avec l'espérance que les 21 jours de couvaison déboucheront sur l'éclosion de poussins. On ne réforme pas la colonisation, on la détruit. Si tel n'est pas le cas, alors les rapports coloniaux deviennent selon les mots prononcés dans son allocution radiotélévisée du 6 avril 1962 par De Gaulle, des "rapports de coopération" qui en réalité continuent par servir la Métropole.

Les Africains doivent se rendre à l'évidence que lorsqu'on ne maîtrise pas son espace, on ne peut le transformer. Les africains du Sénégal peuvent avoir le sentiment de choisir « leur président », mais ils ne décident de rien du tout. Ils vivent sur un territoire qu'ils ne maîtrisent pas. D'où l'urgence de ne pas se satisfaire d'un changement qui n'en est pas un. D'où l'urgence de refuser de célébrer le faux et le mirage.

Le travail revient donc une fois encore aux filles et fils du peuple noir. Lorsque chacun assumera sa part de responsabilité avec gravité en pensant à l'avenir et au devenir de nos enfants, nous pourrons nous lever pour dire non à un système qui présente nos illusions comme nos plus brillantes réussites. Et ceci nécessite de la formation, des stratégies les plus redoutables et des hommes cohérents, aguerris et capables d'organiser la masse au mieux désordonnée, au pire, orientée quasi-totalement vers un paradis dont l'accès est conditionné par la pauvreté sur terre, la soumission à toute autorité y compris la plus crasse sous le fallacieux prétexte qu'elle vient de "Dieu". Seul un Etat véritable, une construction maîtrisée de l'intérieur peut conduire les populations d'Afrique à la satisfaction de leurs besoins. Mais pour arriver à cet Etat en Afrique, il faudra nécessairement et préalablement mettre à sac les proto-Etats érigés en Afrique par le colonialisme uniquement pour ses propres besoins

La JUDA 26 mars 2012

QUI VEUT "SAUVER" LES AFRICAINS DU SÉNÉGAL? LES USA ET LA FRANCE POSTULENT

Par Komla KPOGLI

Les Etats Unis d'Amérique demandent à Abdoulaye Wade de quitter le pouvoir. Cette demande contente pas mal d'africains qui n'hésitent pas à voir là une main tendue au peuple africain du Sénégal qui bute sur l'entêtement de Wade. En effet, Abdoulaye Wade force le passage en violant la constitution du territoire du Sénégal qui limitait le mandat présidentiel à deux quinquennats.

Pendant que ces africains n'ont pas fini de savourer le geste des Etats Unis d'Amérique considéré comme un soutien au peuple africain du Sénégal, voici que la France, oui vous avez bien lu, la France se jette à l'eau et appelle à son tour, par la voix d'Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, à un « passage de générations à Dakar ». Et de préciser, à propos de la présidentielle du 26 février prochain dans ce territoire, « nous avons regretté que certaines sensibilités ne soient pas représentées. Nous avons même souhaité que le passage de générations soit organisé. Je préfère vous dire que le message a été entendu à Dakar (...) et enfin nous avons, bien sûr, appelé à la retenue et à l'absence de toute violence ». Avec ces propos venant de l'Occident, voici que des africains sautent les bras en l'air et crient à tue-tête que la France et les USA soutiennent le peuple. Ces esprits visiblement naïfs, n'ont visiblement pas assez lu l'histoire. Ils ne savent pas de quoi est faite la puissance des pays occidentaux notamment de ces deux loups qui semblent rôder autour du poulailler sénégalais sous l'acclamation populaire.

Ce qui est encore plus parlant dans ce positionnement purement tactique, c'est de voir que certains "dirigeants politiques" du territoire du Sénégal appellent ouvertement les occidentaux à demander à Wade d'arrêter. Ces gens demandent à l'Occident, alias la Communauté internationale, de s'occuper de Wade pendant qu'il est encore temps, comme elle l'aurait fait avec Kadhafi en Libye. Quelle crasse lecture des réalités des relations internationales? Car, ce qui s'est passé en Libye, loin d'être un soutien au peuple, est plutôt une conquête d'un pays qui a été ciblé depuis le crime commis par la révolution de 1969 en mettant hors jeu les occidentaux et notamment les britanniques ainsi que leurs suppôts rassemblés autour du Roi Idriss. L'Occident n'a jamais été aux côtés des peuples en lutte pour leur émancipation. Si un "leader d'opposition" dans un territoire africain ne l'a pas encore compris, c'est que la sortie n'est pas pour demain pour ces enclos coloniaux appelés Etats africains où sont enfermés des populations qui n'ont aucune maîtrise sur leurs espaces. Que dire de ce que la France a fait dans le territoire de Côte d'Ivoire? Du Gabon au

Togo en passant par le Centrafrique, le Tchad, les deux Congo, les occidentaux sont-ils aux côtés des peuples ou des satrapes qu'ils ont mis en place? Pourquoi soutiendraient-ils soudainement les africains du territoire du Sénégal?

Faut-il simplement rappeler à ces esprits que lorsqu'on se fait "aider" par des génocidaires, par les plus grands criminels au monde, par des pays colonialistes, par des gens qui, sous le manteau de la démocratie et des libertés, détruisent des sociétés entières pour alimenter leur propre économie, il faut s'attendre au retour du bâton. Il faut s'attendre à payer la rançon. C'est pourquoi celles et ceux qui se réjouissent de voir les fameux Etats Unis d'Amérique demander à Wade de quitter le pouvoir, doivent bien mesurer cette réjouissance à l'aune de la contrepartie à payer une fois Wade parti.

Les USA ne soutiennent pas les peuples dans leur combat pour le progrès. Jamais! Il n'est pas de leurs intérêts. Partout, ils ont plutôt sabordé la volonté des peuples de s'affranchir. Il n'y a qu'à voir au plus près de nous dans des territoires africains du Togo, de Côte d'Ivoire, du Gabon, du Kongo avec cette fameuse élection de Joseph Kabila... Il faut aussi regarder l'Egypte où les USA et en finesse Israël font tout afin de briser l'élan révolutionnaire du peuple avec des contorsions militaro-politiques. Plus loin, regardons la Palestine, dès que le peuple a voté pour le Hamas, les USA ont dit que ça ne compte pas. Pire, les palestiniens ont été punis, privés de nourritures et de tout. Donc, les faits historiques contredisent ces réjouissances et commandent que notre peuple au Sénégal ou ceux qui pilotent la contestation contre Wade écrivent des communiqués ou prennent la parole pour demander clairement qu'ils ne veulent pas "l'aide" des USA, ni celle de quelque Etat occidental que ce soit.

Aucun peuple ne libère un autre. Aucun peuple ne travaille pour un autre sauf les noirs qui, dans les cadres esclavagistes puis coloniaux, ont été conduits à se mettre au service exclusif de l'Occident et des autres. Et si nous remontons un peu plus dans l'histoire, les peuples soumis, par exemple, par l'Empire romain avaient eux-aussi oeuvré pour le bonheur des tiers victorieux que furent ces Romains. Jusqu'à la preuve contraire, les noirs n'ont pas mis sous leur domination ou sous leur tutelle ni les Occidentaux ni les Chinois pour que ceux-ci travaillent pour leur bonheur. C'est donc une belle illusion que de vouloir attendre de ces autres notre salut. Si nous voulons vraiment être libres, libérons-nous nous-mêmes avec des armes qui sont les nôtres utilisées avec intelligence et tact. Payons le prix de notre liberté nous-mêmes. C'est ainsi qu'un peuple s'affirme.

La JUDA 2 février 2012

Cuba face aux défis du XXIe siècle

Entretien avec Ricardo Alarcón, Président du Parlement cubain 3ème partie

Par Salim Lamrani

La question migratoire

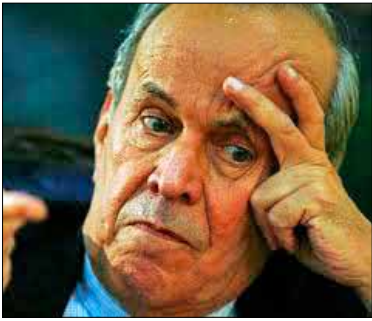
SL : Passons justement à la question migratoire. Pourquoi existe-t-il encore à Cuba des restrictions sur l'émigration ? Pourquoi un Cubain qui quitte le pays pendant plus de onze mois est-il considéré comme un émigrant définitif qui perd la plupart des droits réservés aux résidents permanents ?

RAQ : L'un des thèmes que nous sommes en train de discuter actuellement au plus haut niveau de l'Etat concerne la question migratoire. Nous allons procéder à une réforme migratoire radicale et profonde dans les mois qui viennent afin d'éliminer ce genre de restrictions.

Il est nécessaire de rappeler en préambule à cette problématique que la question migratoire a été l'un des thèmes les plus manipulés par la politique des Etats-Unis. Elle a toujours été utilisée comme une arme de déstabilisation contre Cuba depuis 1959, et comme un élément de distorsion de la réalité cubaine. Je vous rappelle que la loi d'Ajustement Cubain approuvée par le Congrès des Etats-Unis en 1966 est toujours en vigueur. Elle stipule que tout Cubain quittant légalement ou illégalement le pays, pacifiquement ou par la violence, obtient automatiquement au bout d'un an le statut de résident permanent. Vous admettez qu'il s'agit là d'un formidable facteur d'incitation à l'émigration légale mais surtout illégale. Car dans le même temps, les Etats-Unis limitent à 30 000 le nombre de Cubains qui peuvent émigrer chaque année. La logique voudrait que la représentation diplomatique des Etats-Unis à La Havane concède un visa à tout candidat à l'émigration en vertu de la loi d'Ajustement cubain. Or, cela n'est pas le cas.

SL : Dans quel but, selon vous ?

RAQ : Dans le but de favoriser l'émigration illégale et d'instrumentaliser ce phénomène en montant une campagne médiatique sur les pauvres Cubains qui essayent de quitter leur pays à tout prix. Le seul pays du monde qui bénéficie d'une loi d'Ajustement de la part des Etats-Unis est Cuba. C'est la raison pour laquelle il n'y a aucun Cubain en situation illégale sur le territoire américain car ils sont tous automatiquement régularisés. D'un côté les Etats-Unis votent des



Ricardo Alarcón, Président du Parlement cubain

lois qui criminalisent les immigrants de tous les pays du monde et de l'autre ils accueillent les Cubains à bras ouverts.

SL : Quelles sont les autres raisons qui expliquent le contrôle migratoire ?

RAQ : Il convient également de rappeler que notre pays a été victime d'une longue campagne de terrorisme depuis 1959 jusqu'à 1997, organisée par les Etats-Unis. Une partie de l'émigration cubaine est responsable de plusieurs milliers d'attentats terroristes contre notre nation qui ont coûté la vie à 3 478 personnes, auxquelles il faut ajouter 2 099 autres victimes de lésions permanentes. Le terroriste et ancien agent de la CIA, Luis Posada Carriles, auteur de plus d'une centaine d'assassinats, dont il ne manque pas de se vanter publiquement, est toujours protégé par les Etats-Unis qui refusent de le juger ou de l'extrader. Il vit tranquillement à Miami. C'est une réalité que les médias occidentaux, qui pourtant sont si prolixes au sujet de Cuba, préfèrent ignorer.

SL : Mais les choses sont différentes aujourd'hui.

RAQ : Les choses ont effectivement beaucoup changé. Désormais, la communauté cubaine de l'étranger constitue le second groupe de personnes en ordre d'importance qui se rendent chaque année à Cuba. Près d'un demi-million de Cubains installés hors de nos frontières nous rendent visite chaque année. L'immense majorité de l'émigration cubaine a une relation normale avec sa patrie d'origine.

Il y a cinquante ans cela n'était pas le cas. La majorité était composée d'exilés et parmi eux se trouvaient ceux qui avaient pillé le Trésor Public. Parmi eux se trouvaient également les envahisseurs de la Baie des Cochons, ceux qui entraient clandestinement, posaient des bombes et assassinaient les jeunes professeurs de la campagne d'alphabétisation. Comme vous pouvez



Jusqu'à Obama, la coutume pour les candidats présidentiels, lorsqu'ils se rendaient à Miami, était de promettre des actions plus dures, plus énergiques contre le « régime castriste », pour satisfaire les intérêts des grands potentats qui contrôlent l'industrie de l'anticastrisme

l'imaginer les choses étaient bien différentes.

Depuis, d'autres Cubains ont émigré vers les Etats-Unis et ne présentent pas le même profil que l'exil historique. Il s'agit désormais d'une émigration économique dont l'intérêt fondamental est de maintenir un lien apaisé avec leur pays d'origine. Ils y ont de la famille, des amis et souhaitent avant tout de la stabilité.

Cette nouvelle réalité nous amène à une réforme substantielle de notre politique migratoire. Certaines règles doivent être changées et d'autres doivent être éliminées.

Il existe également une autre explication à ces restrictions : la nécessité de protéger notre capital humain. La formation de médecins, de techniciens, de professeurs, etc, coûtent extrêmement cher à l'Etat cubain et les Etats-Unis font tout pour nous priver de ces richesses. En 1959, 50% des médecins cubains – 3 000 – s'étaient exilés aux Etats-Unis où on leur offrait de meilleures conditions de vie. Il existe depuis 2006 une politique adoptée par l'administration Bush intitulée The Cuban Medical Program, destinée à priver la nation cubaine de ses médecins en les incitant à émigrer vers les Etats-Unis. Ce programme est toujours en vigueur, y compris sous l'administration Obama. Nous avons le devoir de protéger notre capital humain.

Les relations avec les Etats-Unis

SL : Abordons à présent la relation avec les Etats-Unis. Quelles sont, d'un point de vue cubain, les

différences entre l'administration Obama et la précédente administration Bush ?

RAQ : La différence la plus notable concerne le style, le langage. Obama est un homme plus sophistiqué, plus cultivé que Bush. Ce n'est pas un grand éloge de ma part car on peut en dire autant de presque tout le monde. Il n'est pas très difficile d'être plus intelligent que George W. Bush. Si nous concédons un changement formel par rapport à la précédente administration, cela n'est pas le cas au niveau de la substance. Je me souviens toujours de cette célèbre chanson Killing me softly with your words. Car l'objectif de détruire la Révolution cubaine, de subvertir l'ordre établi, de dominer Cuba comme par le passé, reste le même, avec des propos moins agressifs néanmoins, avec une approche plus douce.

SL : Au-delà du style, il y a eu quelques changements, non ?

RAQ : L'administration Obama s'est fondamentalement distinguée sur un aspect qui concerne la communauté cubano-américaine. Lors de la campagne présidentielle, Barack Obama s'était rendu à Miami et avait promis qu'il avait imposées l'administration Bush aux voyages des Cubains vivant aux Etats-Unis. Entre 2004 et 2009, les Cubains des Etats-Unis ne pouvaient se rendre sur l'île que 14 jours tous les trois ans, dans le meilleur des cas. Pour cela, il fallait disposer d'un membre de sa famille sur l'île au premier degré de consanguinité, c'est-à-dire, grands-parents, parents, frère et sœur, conjoint et enfants. Le Cubain qui n'avait qu'une tante sur l'île, par exemple, n'était pas autorisé à voyager, pas même une fois tous les trois ans. Les transferts d'argent étaient également limités à 1 200 dollars par an. Obama a tenu sa promesse et a éliminé ces restrictions. Cela représente quelque chose d'important pour les Cubains de l'extérieur et pour les Cubains de l'île, car les liens familiaux sont préservés.

SL : Donc, sur ce point, Obama s'est distingué de son prédécesseur.

RAQ : En effet. Jusqu'à Obama, la coutume pour les candidats présidentiels, lorsqu'ils se rendaient à Miami, était de promettre des actions plus dures, plus énergiques contre le « régime castriste », pour satisfaire les intérêts des grands potentats qui contrôlent l'industrie de l'anticastrisme. Obama, au contraire, est allé obtenir le soutien de l'émigration cubaine et il a

eu la bonne inspiration d'insister sur ce qui intéressait le plus l'immense majorité des Cubains de Floride : la possibilité de voyager librement à Cuba. Obama avait vu juste puisqu'il a gagné l'investiture démocrate, remporté la majorité à Miami et en Floride et est sorti vainqueur de l'élection présidentielle.

SL : La victoire d'Obama en Floride, bastion traditionnel de la droite républicaine, ne marque-t-il pas un changement notable au niveau de la composition de la communauté cubaine ?

RAQ : C'est effectivement le cas car la nouvelle communauté cubaine qui représente l'immense majorité des Cubains de Floride a une attitude différente de celle de la vieille génération nostalgique de l'ancien régime, de l'exil dur comme il est communément dénommé. Cette frange extrémiste dispose pour ce qui la concerne de la citoyenneté américaine et participe à la vie politique du pays en votant, alors que la nouvelle génération d'émigrés, pour une grande partie d'entre elle, ne dispose pas de la citoyenneté américaine et ne joue pas de rôle actif dans la vie politique de la nation. Malgré cela, la position d'Obama a été majoritaire parmi les Cubains ayant la possibilité de voter. Par ailleurs, les Cubains sans possibilité de vote, ont une influence. Ils peuvent exercer une pression. En un mot, ils doivent être pris en compte. Obama, une fois élu, a mis un terme aux restrictions.

SL : Quel bilan tirez-vous du premier mandat d'Obama vis-à-vis de Cuba ?

RAQ : Je crois qu'il s'agit d'un bilan partagé par une majorité des citoyens américains. Le terme le plus juste pour caractériser ce sentiment général serait « frustration », car il n'a pas répondu aux attentes suscitées par sa rhétorique de changement. Nous lui concédons néanmoins, je le répète, une approche stylistique différente, plus élégante.

En revanche, je dois vous dire que l'administration Obama a été beaucoup plus consistante dans l'imposition d'amendes et de sanctions aux entreprises étrangères qui violent le cadre des sanctions contre Cuba, et qui effectuent des transactions commerciales avec nous.

SL : Les sanctions contre Cuba s'appliquent donc également aux entreprises étrangères.

RAQ : Il ne faut pas oublier que les sanctions économiques disposent d'un caractère extraterritorial, c'est-à-dire qu'elles s'appliquent également aux autres nations, et ce en violation du Droit International qui interdit tout type d'application extraterritoriale des lois. Par exemple, la loi française ne s'applique pas en Espagne, car la loi française respecte le Droit international. Néanmoins, la loi étasunienne sur les sanctions économiques contre Cuba s'applique partout dans le monde.

Plusieurs banques ont été sanctionnées d'amendes de plusieurs millions de dollars, plus de 100 millions de dollars pour l'une d'entre elles, pour avoir effectué des transactions commerciales en dollars et avoir ouvert des comptes à des entreprises cubaines en dollars.

SL : Donc, d'un côté, certaines restrictions sont assouplies et de l'autre les sanctions contre les contrevenants aux règles de l'embargo s'appliquent de manière plus systématique.

RAQ : Effectivement. Il convient de préciser que les relations bilatérales sous Obama n'ont pas atteint le niveau existant sous l'administration Carter. Elles se rapprochent de ce qui existait sous Clinton.

Suite à la page (16)

GET YOUR TAX REFUND FAST

- Income Tax
- Insurance (car, life, home, business)
- Real Estate
- Financial Consulting
- Notary Public
- Translations (from French, Creole, Spanish to English)
- Typing (resume, flyers, invitations, papers, business letters)
- Faxing (sending and receiving). Copying.
- Electronic Filing

Phone: 718.693.8229 Fax: 718.693.8269
1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226
(between Clarendon Rd & Avenue D)

CHERY'S BROKERAGE

LACROIX MULTI SERVICES

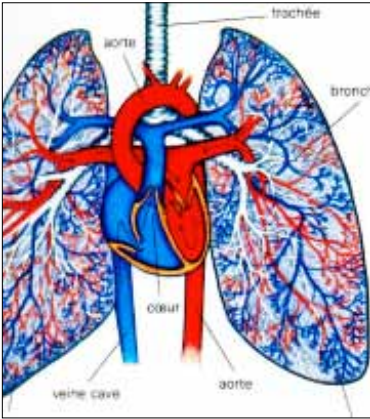
Tel: **718-703-0168** * Cell: **347-249-8276**

1209 Rogers Avenue, Brooklyn, NY 11226

www.lacroixmultiservices.com

- Income Tax • Electronic Filing
- Refund Anticipation Check (RAC)
- Direct Deposit - IRS Check
- Business Tax • Notary Public
- Immigration Services
- Translation, Preparation, Application, Inquiry letters
- 6 Hour Defensive Driving Course • Fax Send & Receive
- Resume • Property Management • Credit Repair

L'embolie pulmonaire



Par les veines caves le sang veineux du corps arrive au côté droit du coeur d'où part l'artère pulmonaire (sous l'aorte) et ses deux branches droite et gauche qui se ramifient à l'intérieur des poumons.

Par Dòk Fanfan

L'embolie pulmonaire correspond à l'obstruction d'une ou des deux artères pulmonaires par un caillot de sang qui a le plus souvent migré depuis une veine des membres inférieurs atteinte par une thrombose veineuse (70% des cas).

Selon le niveau de l'obstruction et le diamètre du caillot, tout ou partie du poumon est privé de sang. Cette obstruction se traduit par un blocage consécutif du cœur avec une **insuffisance respiratoire aiguë et une défaillance cardiaque qui peuvent être fatales.**

La grande cause de thrombose veineuse est la stase veineuse causée d'abord par l'alitement, qu'il suive une maladie **ou une intervention chirurgicale** ; ensuite par une mauvaise circulation sanguine. La thrombose est aussi à craindre sous un plâtre des membres inférieurs ou lors d'un voyage en avion long courrier.

L'embolie pulmonaire est souvent discrète: il faut qu'au moins 30 à 40% des artères pulmonaires soient bouchées pour que les signes soient visibles. De ce fait, les embolies pulmonaires sont rarement diagnostiquées. Seules les « grosses » sont remarquées.

Le tableau classique associe une difficulté respiratoire soudaine (dyspnée) avec une douleur thoracique brutale, semblable à un point de côté qui augmente à l'inspiration. **L'essoufflement soudain inexplicable est le seul signe toujours présent.** Il peut s'y ajouter une accélération du rythme cardiaque, une angoisse inexplicable.

L'hospitalisation est indispensable pour confirmer et traiter l'embolie pulmonaire.

Les examens de certitude sont radiologiques

Une fois le diagnostic confirmé,

Suite de la page (4)

« le Ministère des Affaires Étrangères précise que, tant dans l'esprit que dans la lettre du Mémorandum d'Entente de Coopération Technique, entre la République Dominicaine et la République d'Haïti dans le domaine de l'Éducation Supérieure, la Science et la Technologie, signé le 26 mars 2012, il a été clairement convenu, dans le cadre de la Commission Mixte Haïtiano-Dominicaine, que l'assistance des partenaires dominicains se limiterait exclusivement aux aspects techniques ».

A cette note du Ministère, Lis Bell répliqua en soulignant que « Est-ce que la mise en question du terme «accord» par le Ministère des Affaires Etrangères ne le place pas en nette contradiction avec une note de la Chancellerie dominicaine publiée le 27 mars 2012 à Santo Domingo, autrement dit, au lendemain de la visite officielle de la délégation haïtienne ?

En effet, il y est mentionné que : « Dans le cadre d'une réunion de la Commission Mixte Binationale Dominico-Haïtienne dirigée par les présidents Michel Martelly et Leonel Fernandez, les chanceliers d'Haïti et de la République Dominicaine, Laurent Lamothe et Carlos Morales Troncoso ont signé sept accords de coopération qui renforceront les relations entre les deux pays et qui couvrent un large spectre de thématiques » (Source : www.serex.gov.do 27/3/12)

Comment expliquer alors que quinze jours plus tard, la chancellerie haïtienne renie l'utilisation du terme ACCORD ? » Bell continue « la note de démenti du Ministère qualifie aussi d'allégation mensongère la question de la mise sous tutelle de l'Université de Limonade et de l'Enseignement Supérieur à un Ministère dominicain ; il avance que « l'assistance des partenaires dominicains se limiterait exclusivement aux aspects techniques ».

Là aussi, la contradiction est flagrante dans le communiqué de presse des partenaires dominicains, autrement dit, de la chancellerie. Cela ne se limite

il est possible d'extirper chirurgicalement un gros caillot ou bien le détruire par thrombolyse. Dans tous les cas, on traite par les anti-coagulants la mala-

guère à de simples aspects techniques car, le 27 mars 2012, Santo Domingo renseigne que : « ... ont été signés deux accords de coopération technique à travers lesquels la République Dominicaine appuiera Haïti dans l'organisation de son système d'éducation supérieure et en particulier dans la mise en marche de l'Université de Limonade. (Source : www.serex.gov.do)

En outre, à parler de tutelle, le chancelier Lamothe n a-t-il pas conféré un statut de mineur à l'Université de Limonade quand il s'en remet aux partenaires dominicains pour : la conception et la mise en œuvre du modèle de cette université, l'offre programmatique, l'identification des ressources pédagogiques, la formation du corps enseignant et des gestionnaires, etc.... ? De plus, selon l'article 6 de l'accord, cette entente va durer indéfiniment...

Par ailleurs, le Ministère des Affaires Etrangères ne devrait-il pas donner le ton en ce qui a trait au changement de système tant prôné par l'Exécutif ? Pourquoi avoir refusé la transparence et gardé secret cet accord, s'il est l'expression d'un acquis pour le progrès et le renforcement salulaire de l'Enseignement supérieur en Haïti ?

Pourquoi le ministre démissionnaire Laurent Lamothe a-t-il dédaigné toute consultation avec les responsables de l'Université d'Etat d'Haïti ? Selon les propos du recteur Vernet Henri, « le rectorat n'a pas été consulté », a rapporté AlterPresse dans une dépêche en date du 11 avril 2012.

Pourquoi enfin, le chancelier démissionnaire Laurent Lamothe n'a-t-il pas partagé cet accord et les autres au cours de sa grande rencontre avec les directeurs de médias ?

Nous souhaitons que le Ministère des Affaires Etrangères pense à communiquer le démenti qu'il aura adressé à la chancellerie dominicaine... question de nous rassurer que les fondamentaux qui doivent garantir notre dignité et notre auto-détermination de peuple restent encore la priorité du Ministère.

Grave accident sur la Route Nationale # 1, 3 blessés

Le matin du samedi 14 Lavril dernier, au niveau de l'Arcahaie, sur la Route Nationale # 1, un grave accident s'y est produit, faisant au moins 3 blessés.

Une voiture, en effet, transportant 3 passagers dont l'ancien directeur de l'académie de la PNH, le pasteur Chenet Lucien, venant de Port-Au-Prince, en direction du nord et s'évertuant à éviter un engin appartenant à la Mission de la force d'occupation onusienne, a été heurtée à l'arrière par un camion qui filait à folle allure. La voiture a été précipitée sur le véhicule de la MINUSTAH et a été écrabouillée. Les 3 blessés dont le pasteur Chenet, ont été transportés d'urgence au centre

hospitalier de Pierre Payen. « Il y a eu un camion en panne en stationnement sur la Route Nationale # 1. Tandis qu'arrivait une voiture pilotée par le pasteur Chenet, venant de Port-Au-Prince, alors qu'un véhicule de la MINUSTAH empruntait la voie en sens inverse, violant ainsi les principes de la circulation des véhicules.

La voiture du pasteur, au ralentissement de sa course, a été heurtée de plein fouet par un camion qui était juste à l'arrière et qui l'a catapultée sur le véhicule de la MINUSTAH. Actuellement, je suis à l'Hôpital de Pierre Payen, en compagnie des 3 blessés », a précisé le responsable du sous commissariat de l'Arcahaie, Jean Claude Jean.

G & S AUTO SALES

- We Do Finance
- Trade-In
- Same Day Plates

Open Sundays • Closed Saturdays

**4914 Tilden Avenue
Brooklyn, NY 11203**

Tel: 347.442.3837

Guy Edouard, General Manager
718.791.1094

Ernest Delouis: 646.201.0603
Luc Delsius: 646.377.1008

GuyAutoAuc@aol.com

Denasse REALTY

- Income Tax
- Rapid Refund
- E-Filing
- Rental: Co-ops, Commercial, Residential
- Typing Service
- Translations
- Notary Public
- Immigration Services
- Resumes, Faxing & More

Lebens Denasse
Licensed Real Estate Broker
674 Rogers Avenue
(between Lenox & Clarkson)
Brooklyn, NY 11225

718.484.4156 office
646.725.3327 cell
lidenasse76@yahoo.com

Société des Fils de Baguette, Inc. (S.O.F.B.A)

Non-Profit Organization
Cordially
Invites you to attend its

Annual Fundraising Dinner Dance

On
Saturday, April 21st, 2012
10:00 pm to 3:00 am

Proceeds will help to complete and inaugurate on July 2012 a Public Library in the community of Bellevue (Lamontagne/Jacmel)

Music by DJ Sketch
Donation: \$40.00

Location: **The Reverend Charles W. Mixon**
(New Life Center)
112-50 Springfield Blvd
Between 112th Rd. & 113th Ave
Queens Village, New York

For Tickets:
Acius Jean (917) 941-9733
Michelet Desvallon (917) 443-9858
Lucienne Bosse Guerrer (347) 225-7813
Therese Aime (516) 285-1830

M HOQUE CONTRACTING

**General Contractor
Interior & Exterior**

License
**HIC#1235982
HIS#1235980**

Painting, Waterproofing, Steam
Cleaning, Roofing, Brick Pointing,
Stucco, Brownstone, Paint
Removing, Siding, Garage Door,
Gutter, Leader, Sidewalks, Tiling &
All Kinds of Masonry Work

**Full Insurance
Free Estimates**

**755 East 9th Street
Brooklyn, NY 11230
E-mail: mhoquecc@yahoo.com
Tel: (718) 434-3173
Cell: 1-347-782-8606
ASK for MUJIB**

TonelLaKay

Come and see what it is ...

We, the members of Tonel Lakay Dance Theater cordially invite you to a special mass celebrating the life of our late master drummer,

FRISNER AUGUSTIN

Place : **St Augustine R.C. Church**
116 6th Avenue
Brooklyn, N.Y. 11217
(Bet. Park Place and Sterling Place)
Date : Sunday April 22, 2012
Time : 1:30 p.m.

A light refreshment will follow immediately after the service.
For information contact : our manager, Daniel Ducteil at (917) 703-2539 and, Marie Edith Jean at (347) 346-0082

We look forward to seeing you.
The Committee.

Du président Rafael Correa au candidat Jean-Luc Mélenchon

Quito, 9 avril 2012.

A Jean-Luc Mélenchon Candidat du Front de Gauche à l'élection présidentielle de la République Française

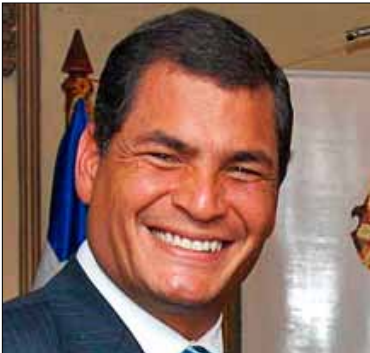
« Cher Jean-Luc, les injustices et les inégalités générées par un système basé sur le pouvoir de quelques-uns et l'exploitation de la majorité, ont poussé, en Amérique latine, les citoyennes et les citoyens à s'unir pour redéfinir notre destin. La vérité, l'honnêteté, la force, la créativité et la simplicité des grandes idées résident en nos compatriotes et avec eux nous construisons ce futur que nous appelons tous de nos vœux.

En Amérique latine, ce système qui mettait le capital au-dessus de l'humain et les intérêts corporatistes au-dessus des droits citoyens, s'est définitivement éteint. En Équateur, cela s'est traduit par le mot d'ordre du peuple : « Qu'ils s'en aillent tous ! » Et c'est ainsi que nous avons débuté une révolution citoyenne destinée à changer les structures du pouvoir et à instaurer le bien vivre pour toutes et tous. Nos pas ne sont pas guidés par les recommandations du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, mais par une nouvelle Constitution, adoptée directement par le peuple, et dont les droits de l'homme constituent la colonne vertébrale.

Le nouveau Front de Gauche que tu mènes est une référence pour les mouvements progressistes de toute l'Europe, nous sommes sûrs que vous saurez affronter les défis posés par ce moment historique de la réalité européenne. Ce soutien populaire croissant est une preuve que l'Europe peut, elle aussi, surmonter le fondamentalisme néolibéral qui fait subir aux citoyens le coût de la crise, repoussant ainsi les aspirations sociales et enracinant les inégalités.

Les propositions sociales que tu fais ont d'ores et déjà commencé à être stigmatisées par les grands médias, lesquels te qualifient de « populiste » et « démagogue » : bienvenue dans la lutte, il s'agit là de la réaction du capital, lorsque se profilent les politiques et les mesures au bénéfice des travailleurs, des salariés, de la grande majorité.

Reçois, cher Jean-Luc, au nom du gouvernement de la Révolution citoyenne, de tous les révolutionnaires de l'Équateur, et de moi-même, le soutien à ton projet de société au service de ton pays. Ici comme



Rafael Correa Delgado, Président constitutionnel de la République d'Equateur



Jean-Luc Mélenchon Candidat du Front de Gauche à l'élection présidentielle de la République Française

en France a sonné l'heure de la Révolution citoyenne et de la marche vers un avenir fait de vie et de paix, fruits de la justice.

Nous saluons ta reconnaissance envers le travail quotidien que des millions d'Équatoriennes et d'Équatoriens mènent avec cohérence et volonté pour transformer radicalement et profondément les structures d'une réalité économique, sociale et politique qui nous avait plongés dans la pauvreté, la dépendance et le sous-développement. Nous te souhaitons, compañero, le succès dans cette élection présidentielle. Compte sur notre solidarité militante.

Hasta la victoria Siempre, Rafael Correa Delgado, Président constitutionnel de la République. »

El Correo. Paris, le 14 avril 2012

Le sommet de Guayaberas

Par Fidel CASTRO

Bien des gens ont cru qu'Obama, le premier président noir des États-Unis – quelqu'un, sans aucun doute, d'intelligent et d'instruit, et un bon communicateur – était un émule d'Abraham Lincoln et de Martin Luther King.

Voilà cinq siècles, un Pape, appliquant des concepts de l'époque, assigna par bulle environ quarante millions de kilomètres carrés de terre, d'eaux intérieures et de côtes à deux petits royaumes belliqueux de la péninsule ibérique.

Les Anglais, les Français, les Hollandais et d'autres importants États féodaux furent exclus de cette distribution. Des guerres interminables ne tardèrent pas à éclater, des millions d'Africains furent transformés en esclaves durant quatre siècles et des cultures autochtones, dont certaines étaient plus avancées que celles d'Europe, furent liquidées.

Voilà soixante-quatre ans que la détestable Organisation des États américains (OEA) a vu le jour. On ne saurait passer sous silence le rôle lamentable qu'elle a joué. Beaucoup de personnes – peut-être des centaines de milliers – furent séquestrées, torturées et portées disparues par suite des accords qu'elle adopta pour justifier le coup d'État organisé par le Central Intelligence Agency (CIA) contre les réformes de Jacobo Arbenz au Guatemala. Plus tard, l'Amérique centrale et les Caraïbes, y compris la petite île de la Grenade, furent victimes de la fureur interventionniste des États-Unis sous l'égide de l'OEA.

Son rôle en Amérique du Sud fut encore plus grave et néfaste.

Le néolibéralisme, en tant que doctrine officielle de l'impérialisme, prit une force inouïe dans les années 70 quand l'administration Richard



Barack Obama au 6ème sommet de l'Amérique à Carthagène, Colombie

Nixon décida de torpiller la victoire électorale de Salvador Allende en Chili. Une étape vraiment sinistre dans l'histoire latino-américaine démarrait. Deux hauts gradés des forces armées chiliennes loyaux à la Constitution, furent assassinés, et Augusto Pinochet fut imposé à la tête de l'État dans le cadre d'une répression sans précédent durant laquelle de nombreuses personnes furent torturées, assassinées et portées disparues.

La Constitution de l'Uruguay, un pays qui s'était maintenu dans un cadre institutionnel pendant de nombreuses années, fut liquidée.

Les coups d'État militaire et la répression gagnèrent presque tous les pays voisins. La compagnie aérienne cubaine fit l'objet de sabotages brutaux, et l'un de ses avions fut détruit en plein vol avec tous ses passagers. Reagan assura la fugue de sa prison vénézuélienne de l'auteur le plus important de ce crime monstrueux et l'expédia en El Salvador organiser l'échange de drogues contre de l'argent afin de financer la sale guerre contre le Nicaragua dont des dizaines de milliers d'habitants furent tués et mutilés.

Bush père et Bush fils protégèrent et exonérèrent de faute les auteurs de ces crimes. Dresser la liste des méfaits et des actes terroristes commis contre l'économie cubaine pendant un demi-siècle, serait interminable.

Aujourd'hui, vendredi 13, j'ai écouté les déclarations courageuses prononcées par plusieurs des orateurs qui sont intervenus à la réunion des ministres des Affaires étrangères au Sommet dit de Cartagena. La question des droits souverains sur les îles Malvinas de l'Argentine – dont l'économie est brutalement frappée dans la mesure où elle est privée de leurs importantes ressources énergétiques et maritimes – a été abordée fermement. Le ministre vénézuélien des Affaires étrangères, Nicolás Maduro, a déclaré avec une fine ironie à la fin de cette réunion : « On est passé du Consensus de Washington au Consensus sans Washington. »

Place maintenant au Sommet des guayaberas. Le fleuve Yayabo et son nom indien, totalement revendiqué, passeront à l'histoire.

**Fidel Castro Ruz
Le 13 avril 2012**

Des réalités édulcorées qui s'éloignent

Par Fidel CASTRO

J'ai été sidéré d'écouter aujourd'hui le discours de José Miguel Insulza à Cartagena : je supposais que quelqu'un qui parlait au nom de l'OEA réclamerait au moins le respect de la souveraineté des pays de ce sous-continent qui, des siècles durant, furent colonisés et cruellement exploités par les puissances coloniales.

Or, il n'a pas dit un traître mot des îles Malvinas ni exigé que l'on respecte les droits souverains de la nation sœur argentine.

Le Sommet de Cartagena a été parsemé de scènes qu'il ne sera pas facile d'oublier. Il est vrai qu'elle a impliqué un énorme effort. Bien que plusieurs heures se soient écoulées, nous n'avons toujours pas la moindre idée de ce qu'il s'est passé durant le déjeuner par lequel Santos a tenté de réparer les énergies perdues par les participants à ce rendez-vous.

Quiconque aime se divertir aura rarement l'occasion de voir les visages de plus de trente dirigeants politiques que suivaient les caméras de télévision depuis le moment où ils descendaient de voiture jusqu'au moment où, après avoir fait un dernier effort pour terminer le long couloir et son tapis, ils montaient les dix ou douze marches pour atteindre l'estrade où les attendait, souriant et heureux, leur hôte. Là, peu importe la jeunesse, l'âge, les pieds plats, les rotules opérées ou les difficultés à l'une ou l'autre jambe : ils étaient obligés de suivre jusqu'en haut. Riches et pauvres devaient se plier au cérémonial.

Curieusement, Obama a été le seul

à profiter de ce trajet pour faire un peu d'exercice. Comme il était seul, ça lui était plus facile : il a adopté une attitude sportive et grimpé les marches au trot.

Ce sont les femmes, comme Premières dames ou chefs d'État, qui s'en sont les mieux sorties. Elles ont prouvé une fois de plus que les choses de ce monde iraient mieux si elles s'occupaient des questions politiques. Peut-être y aurait-il moins de guerre, bien que rien ne soit moins sûr.

On pourrait penser que, pour des raisons politiques coulant de source, la figure qui me causerait la pire impression serait Obama. Eh bien, non ! J'ai constaté qu'il était pensif et parfois pas mal absent. C'était comme s'il dormait les yeux ouverts. On ignore quel repos il a pris avant d'arriver à Cartagena, avec quels généraux il a parlé, quels problèmes occupaient son esprit. Ou s'il pensait à la Syrie, à l'Afghanistan, à l'Iraq, à la Corée du Nord ou à l'Iran. Presque sûrement, en tout cas, aux élections, aux mauvais coups du Tea Party et aux plans ténébreux de Mitt Romney. En dernière minute, peu avant le Sommet, il a décidé que les contributions des plus riches devaient atteindre au moins 30 p. 100 de leurs revenus, comme cela se passait avant Bush fils. Bien entendu, ça lui permet de se présenter face à la droite républicaine avec une image plus claire de son sens de la justice.

Mais le problème est autre : l'énorme dette accumulée par le gouvernement, qui dépasse les quinze mille milliards de dollars, ce qui exige de ressources totalisant au moins cinq mille milliards de dollars ; or, l'impôt grevant les plus riches

n'apportera qu'environ cinquante milliards en dix ans, soit à peine 1 p. 100 de cette somme. Un écolier du primaire peut faire ce calcul.

Rappelons ce qu'a réclamé Dilma Rousseff : des « relations "d'égal à égal" avec le Brésil et le reste de l'Amérique latine ». Et d'ajouter : « La zone euro a réagi à la crise économique par une expansion monétaire, laquelle a provoqué un tsunami qui a fait s'apprécier la monnaie brésilienne et qui porte préjudice à notre industrie nationale. »

Dilma Rousseff, une femme capable et intelligente, n'ignore pas ces réalités et sait en parler avec autant d'autorité que de dignité.

Obama, habitué à avoir toujours le dernier mot, sait que l'économie brésilienne monte avec une force impressionnante et que, associé à celles du Venezuela, de l'Argentine, de la Chine, de la Russie, de l'Afrique du Sud et d'autres d'Amérique latine et du monde, elle marque le futur du développement mondial.

Le problème des problèmes est de préserver la paix des risques croissants d'une guerre qui, compte tenu du pouvoir destructif des armes modernes, mettrait le monde au bord de l'abîme.

Je constate que les réunions de Cartagena se prolongent et que des réalités édulcorées s'éloignent. Des guayaberas dont on a fait cadeau à Obama, pas un mot. Quelqu'un devra indemniser le modiste de Cartagena, Edgar Gómez.

**Fidel Castro Ruz
Le 14 avril 2012**

**LA DIFFERENCE
AUTO SCHOOL
LEARN TO DRIVE**

La Différence Auto School

836 Rogers Avenue
(between Church Avenue
& Erasmus Street)
Brooklyn, NY 11226

Manager: Ernst Sevère

**Tel: 718-693-2817
Cell: 917-407-8201**

MENEZ JEAN-JEROME

Attorney at Law

**Real Estate
Immigration-Divorce**

4512 Church Avenue
Brooklyn, NY 11203

Nou pale kreyòl!

**(718) 462-2600
(914) 643-1226 CELL**

“Fake Clairin”

The tragedy of the Fond Baptiste “methanolized” clairin isn't the first “fake clairin” to put people's lives – and livelihoods – in danger.

About 15 years ago, cane planters and distillers pulled out machetes and blocked truckloads of ethanol flooding across the Haitian-Dominican border.

“The problem started in 1996... A couple of big industrialists and major landowners were importing ethanol from the Dominican Republic,” Michelle Montas remembered in a recent interview with HGW.

At the time, Montas was News Director for Radio Haiti Inter, owned by her now-late husband, Jean Dominique. “They were selling that ethanol as ‘clairin’ and it was making people sick... [as well as] undercutting real clairin on the market.”

At the time, according to the bi-weekly *Haiti Info*, there were 150 to 200 distilleries around Léogâne. Their production – using locally grown cane – accounted for about one-fourth of the country's clairin. To make “fake clairin,” mixers were cutting the imported ethanol with water and “seasoning” it with a little real clairin. Back then, a gallon of “fake clairin” sold for 20-25 gourdes, whereas a gallon of the real thing sold for 50 gourdes.

Why was foreign-produced ethanol suddenly flooding Haiti?

Ethanol was only one of hundreds of foreign-produced foods and beverages that rapidly swamped the country beginning in 1995 due to a newly voted tariff regime.

Under pressure from Washington, and as part of the deal that allowed him to return to Haiti after the bloody 1991-1994 coup d'état, President Jean-Bertrand Aristide agreed to let parliament cut tariffs on foreign sugar, ethanol and scores of other products. Once the law was voted, the average tariff went from around 50% to about 2.9%, according to a 2006 study by Christian Aid. [See chart below]

Table 5. Evolution of Tariffs on Selected Commodities in Haiti		
Commodities	before 1995	1995-2009
Rice	50%	3%
Corn	50%	15%
Sorghum	-	0%
Beans	50%	5%
Wheat	-	0%
Wheat flour	50%	0%
Prepackaged edible oil	-	0%

Source: Iram & Ecosol 1998; AGD 2010

Source: USAID's Office of Food For Peace Haiti Market Analysis report, August 2010

At a press conference in 1996 under President René Préval, then-Commerce Minister Fresnel Germain defended the lowered tariffs, saying

that the government was “in favor of modernization” and “free competition.”

According to Germain, the non-denatured alcohol tariff had been cut from 20 to five percent, and for denatured alcohol, down to zero.

Non-denatured alcohol is “pure alcohol” or ethanol and can be consumed, whereas denatured alcohol is ethanol that has been mixed with additives – like mineral oil or methanol (wood alcohol) – to make it inconsumable and, in some cases, highly toxic.

When Germain looked into the “fake clairin” affair, he discovered that the major alcohol importers apparently weren't satisfied with paying even the measly 5% tariff to the government. They were calling all of their alcohol imports “denatured.”

“Everyone who imports alcohol could call it ‘denatured alcohol’ so they don't have to pay duties!” Germain said angrily in an Oct. 11, 1996 press conference. But he also said his ministry was virtually powerless, because it did not “have a structure or laboratory that could make an analysis of products being imported.”

Realizing that the government was going to do nothing, planters and distillers took matters into their own hands.

“There was a big mobilization because that ethanol was doing more than make people sick! It was also destroying the clairin and cane industries,” Montas remembered. “Farmers came from other parts of Haiti and they blocked the highway.”

But the importers fought back. That same week, an anonymous “agronomist” took out a full-page advertisement (at the cost of US\$165, according to *Haiti Info*) in *Le Nouvelliste* daily newspaper extolling the virtues of “alimentary alcohol” as safer than the alcohol made by *gildivs*, local distilleries, that could – according to the anonymous “agronomist” – cause “nerve lesions” and “varieties of paralysis.”

In fact, it is methanol and denatured alcohol that cause those injuries, not locally produced ethanol or clairin.

“The most recent law voted by the parliament in favor of modernization offers a good example of the government's new orientation in favor of free competition,” the ad clucked, approvingly.

At the time, everyone seemed to know who the importers were. Edner Désir of the Association of Planters and Distillers of Léogâne told *Haiti Info* that the two major importers were industrialists Fritz Mevs and Dr. Reginald Boulos. Montas remembers that her radio's news reports also named those names.

“We said their names,” Montas said. “But nothing ever happened. Not at the level of the Commerce Ministry, not at the level of the Justice Ministry.”

Today, there are three or four importers of ethanol, and all imports are supposedly registered with the Commerce Ministry in order to assure imported ethanol does not compete with clairin. But there seems to be little control. Foreign ethanol – and methanol, apparently – continue to ravage of the local sugar and clairin industries. Many farmers have switched to plantains or let land lie fallow. Some clairin distilleries have closed down.

Last January, Léogâne residents attacked a truckload of ethanol and set some of the barrels on fire. At meetings, on the airwaves, and in newspapers, distillers, planters and local officials pleaded with the government to stop the flood of Dominican and Brazilian ethanol.

“We can't let Léogâne's sugarcane and clairin production die out!” Wilson St. Juste, vice mayor, told *Le Nouvelliste* on Jan. 19. “They are the spinal cord of our region.”

The government's reaction? To hold a press conference and declare – incorrectly – that “ethanol” does not pose “any danger” to human health, without noting that there are two kinds of ethanol – denatured and non-denatured.

In addition, Health Minister Dr. Florence D. Guillaume also promised that “an inter-ministry commission” had been formed to look into the toll that foreign ethanol has taken on local production.

Sen. Wesner Polycarpe also said that one solution would be to train farmers in many different areas. But will “training” raise tariffs or halt imports? What can be expected from yet another “commission”? Will it convince Haiti's powerful to suddenly cease their imports and forego their massive profits?

When will government authorities recognize that one of the main causes of “liquid death” and so many other crimes and tragedies is the consequence of their blind embrace of savage neoliberal policies?

Continued from page (9)



A gildiv (clairin distillery) in the Haitian countryside. Many of these gildivs have had to closed faced with stiff competition from imported ethanol

But she is wrong. Methanol is completely legal.

“The sale of methanol is absolutely not illegal,” Ijoassin Clermont, director of Overseas Commerce for the Commerce Ministry, told HGW in a February 2012 interview. “Methanol is used all over the place. One must not confuse methanol with ethanol. Methanol is used in industry, in woodworking.”

“The only alcohol which is subject to import rules is ethanol or ethyl alcohol,” Clermont added. “Our ministry does not regulate methanol in any way.”

Either Dr. Guillaume was misinformed, or she does not remember chemistry class, or she was trying to dissuade the journalist from his investigation. Difficult to know.

Unfortunately, that was not the first, nor the last, unsubstantiated or erroneous declaration in the liquid death tragedy. Officially, Haitian consumers are not left on their own, subject to the marketplace's brutality. They are protected by the Office of Quality Control and Consumer Protection. At least, on paper.

The agency – part of the Commerce Ministry – has 22 employees with “many services,” according to Michelle Paultre, the director.

However, they lack a laboratory and sufficient resources, according to Paultre, who has headed the agency since 1988.

“Ideally we would have inspectors in the streets every day, but that is not always the case, nor is it always possible,” Paultre told HGW in her office at the Ministry.

Paultre also said the agency lacks vehicles that would allow for investigations and more frequent supervision. And the country lacks up to date regulations. Verifications are done based on the regulations in other countries, she noted.

“We need to establish a statutory framework in Haiti so that we can

really control quality,” she said. “We need legislation that will place the responsibility on the businesspeople and the producers.”

Her teams' most common tasks are verifying gas pump measurements, some checks at supermarkets, and quality inspections of coffee and cacao for export, Paultre said.

Generally, the teams don't work in public marketplaces unless there are “consumer complaints,” she said. They undertake investigations “if there is a situation that puts people in danger.”

Asked about the “methanolized” clairin, Paultre admitted that her office was aware of the crisis and had even sent a delegation into the field. The team worked “to find, to identify the sellers, but... we couldn't find him,” she said.

“I think the Health Ministry and other authorities – like the police – intervened,” she added. “You should find out. Those are the two authorities delegated to take the affair in hand,” she added.

“When it comes to carrying out investigations, [our] ministry is not the one to do it,” she claimed, despite the fact that she had – just a few minutes earlier – said her office carries out investigations “if there is a situation that puts people in danger.”

In short, the Office of Quality Control and Consumer Protection didn't do more than a minimal inquiry into the lack of control, nor did it do anything to protect clairin consumers.

But, she insisted helpfully, in these kinds of situations, “the ministry can remain concerned and can ask the population to be careful. We broadcast information to the public so that the consumer can protect himself.”

And justice?

Paultre admits she hasn't done anything and recommends that consumers “self-protect.” When it comes to justice, situation is much the same.

continued on p(16)

INTEGRATED TECHNOLOGY CENTER

Immigration & Tax Services

- Tax Preparation
- Refund Anticipation Check (RAC)
- Electronic Filing
- Business Tax
- Tax ID
- Real Estate

General Manager: Jerry Masters
1814 Nostrand Avenue
(Between Clarendon & Ave. D)
Brooklyn, NY 11226
Tel: 646.340.2561
Cell: 917.517.4216
Email: g.cadesca@verizon.net

- Immigration Petition
- Green Card
- Citizenship
- Passport Picture
- Notary Public

Maison à Vendre

Cette maison est en vente à Delmas, Port-au-Prince, Haiti.
Comprenant :
5 chambres à coucher, 5 toilettes, 2 salons, une grande salle à manger, eau chaude, office, garage, dépendance, inverter, entretien.
Pour de plus amples informations, appelez Saint Guitte Gilbert au
509-3735-4033

HAÏTI EN ONDES & SÉRUM VÉRITÉ

Tous les dimanches de 2 h à 4 h p.m.
Deux heures d'information et d'analyse politiques animées par des journalistes chevronnés haïtiens à la pointe de l'actualité tels:
Jean Elie Th. Pierre-Louis, Guy Dorvil, Dorsainvil Bewit, Claudy Jean-Jacques, Jean Laurent Nelson, et pour Haïti Liberté, Kim Ives.
En direct avec Bénédict Gilot depuis Haïti.
Soyez à l'écoute sur Radyo Panou & Radyo Inite.

A year after the death of at least 12 people and permanent damage inflicted on at least 30 others, HGW could find no evidence of any police investigation or legal proceedings, even though two ministers and other authorities have thrown out the infamous “an investigation is underway” response to inquiries.

Questioned by a U.S. journalist over a year ago, Dr. Gabriel Timothée, General Director of the Ministry of Public Health and Population swore that enquiries would begin soon.

“The ministries of Justice and of Commerce are going to launch an investigation,” he told reporter Georgienne Nienaber in January 2011.

Over recent months, HGW tried many times to follow up with Dr. Timothée. An interview was never granted.

During a recent press conference, the new Health Minister, Dr. Florence D. Guillaume, repeated Timothée’s claims and told journalists that an investigation was “underway.”

However, there are many reasons to doubt that affirmation. Questioned about the case by HGW on Feb. 17, 2012, the new government prosecutor (*Commissaire du gouvernement*) Jean Renel Sénateus, said: “I don’t know about any Fond Baptiste affair.”

The second *Greffier* (a kind of legal registrar) of the Port-au-Prince *Parquet* (public prosecutor’s office) – responsible for all of the dossiers sent to the prosecutor for official investigations – confirmed that he had no dossier on the Fond Baptiste deaths.

The lack of judicial action is a flagrant violation of Haiti’s Criminal Code. Articles 9 through 13 are clear: government authorities are obligated to take action.

According to Article 10, police are responsible for searching for criminals “in crimes, misdemeanors and violations that have affected people or property.”

HGW went back to Arcahaie, “capital” of the commune in which Fond Baptiste is located, to find out what the authorities did last year. Police officer Edner Vertilus – who works at the Arcahaie station – said: “No, police officers did not go up the mountain to Fond Baptiste because none of the relatives of the victims filed a complaint.”

Was he a police officer who does not understand Haiti’s Criminal Code? Possibly, but what about his supervisors and other authorities?

Article 11 says: “Justices of the peace (who act as detectives) or their substitutes will investigate crimes, offenses and violations throughout the commune...”

Article 12 is even clearer about the government’s responsibilities: “When the affair is something that should be brought before the court – either correctional or criminal – the justices of the peace or their substitutes will send to their superior – who will represent the government – all of the relevant information and evidence...”

However, when the HGW journalists questioned Claudy Henry-Claude, the head Justice of the peace at Arcahaie’s Regional Tribunal, he said: “We didn’t follow-up this affair.”

“There was no investigation into this affair because we didn’t go up to the communal section of Fond Baptiste,” he said, unashamed, in an interview on Dec. 22, 2011.

The police officer confirmed the story. “We did not go into the field when the Health Ministry delegation from Port-au-Prince was visiting Fond Baptiste on Feb. 18, 2011,” Vertilus said.

Why? “That delegation was supposed to come and pick up a team of police officers who were supposed to do evidence-gathering, but they didn’t do that,” Vertilus explained. “That delegation only undertook medical tasks. There was no legal or judicial representation that would have assured legal action.”

In short, it appears there was no investigation only because the Health Ministry delegation did not give the cops a ride up the mountain.

The authorities’ lack of action represents a violation of law, according to lawyer Patrice Florvilus. “The *Commissaire du gouvernement* and his assistant are obligated to look for the guilty when it is a case of crimes and offenses,” Florvilus explained in an interview last month. “They don’t need to wait for victims’ family members to file a complaint. They simply need to be made aware of the incident in order to open an investigation.”

What explanation might there be for this violation of Haitian law?

Interviewed last October on the subject, Dr. Jean Evans Vital-Herne, who works for the Health Ministry in Léogâne – site of another scandal involving “fake clairin” – hinted at one possible explanation.

“Well, this thing is... very political, very, very, because they know who is responsible for selling it [sic], do you understand me? They know the seller, and even take his defense, but they are the ones who are supposed to be doing something about it. This is why there has been no judicial action,” the doctor said, without elaborating further.

HGW could not confirm Vital-Herne’s theory, but it adds an interesting element. No truth, no control, no protection, no justice...

Who are Vital-Herne’s “they”? Where are the investigations promised by Drs. Timothée and Guillaume? Who is going to reprimand the police and judicial officials who didn’t do their duties? And who is going to take care

of the families who have lost a relative? Who will look after the people can no longer see or walk?

The government failed at every level, but this is nothing new to the people of Fond Baptiste. The widow Jesula Fernius lost her husband in the tragedy. Their eighth child is not even two years old. Her husband – a mason – drank his clairin on a Thursday. Less than two days later, he died.

“He said he couldn’t see anything,” she remembered. “He got to a pick-up truck that took him to the hospital, but then he said his heart hurt, and then he couldn’t even walk.” And then he died.

With her husband gone, Fernius had to take most of her children out of school. “I have eight children,” she said. “What a waste.”

To survive, she sells rum and other drinks, but not clairin. “A lot of merchants still sell clairin in Fond Baptiste, as if they can’t remember what happened. They say the adulterated clairin is not around any more, so there is no reason to worry.”

Really?

With the government’s complete failure to fulfill its obligations, who would dare sip one of Haiti’s traditional drinks, made from homegrown sugar cane? Who will take the risk of being poisoned? Not the privileged, who drink fine, sweet rum or imported whiskies.

The victims next time will be the same as last time – the majority, the popular masses... ignored, excluded and oppressed.

Haiti Grassroots Watch is a partnership of AlterPresse, the Society of the Animation of Social Communication (SAKS), the Network of Women Community Radio Broadcasters (REFRAKA), community radio stations from the Association of Haitian Community Media and students from the Journalism Laboratory at the State University of Haiti

Suite de la page (12)

SL : Qu’en était-il sous Carter
RAQ : Carter avait mis fin aux restrictions existantes et avait entamé un processus de normalisation des relations. Des représentations diplomatiques, des sections d’intérêts, ont été ouvertes à La Havane et à Washington. Non seulement les Cubains pouvaient voyager sans restrictions mais les citoyens américains également. Ce fut la seule période où les touristes américains pouvaient voyager librement. Aujourd’hui, ils peuvent se rendre partout dans le monde, en Chine, au Vietnam, en Corée du Nord, mais pas à Cuba.

Obama n’a même pas rétabli ce niveau de relations alors que de nombreux secteurs aux Etats-Unis l’exigent, que ce soit le monde des affaires, l’opinion publique, plus d’une centaine de membres du Congrès, etc, en vain.

SL : Cuba est-elle disposée à normaliser les relations avec les Etats-Unis ?

RAQ : : Bien entendu. La véritable question consiste à définir ce que l’on entend par normalisation des relations. Si l’on se réfère à la légalité internationale, Cuba est tout à fait disposée à normaliser ses relations, à condition que les Etats-Unis nous reconnaissent et nous traitent sur un même pied d’égalité, d’un point de vue juridique, comme cela est le cas pour tous les autres pays du monde. Je vous rappelle que l’égalité souveraine entre les Etats est la norme depuis le Congrès de Westphalie en 1648. Il s’agit donc du respect de la souveraineté et de l’indépendance. Sur ces bases, Cuba aspire bien évidemment à la normalisation des relations avec les Etats-Unis, qui est l’un des objectifs historiques de la nation cubaine.

Il faut pour cela que les Etats-Unis acceptent une réalité concrète. Cuba est une entité séparée, indépendante et libre, qui ne leur appartient pas. Je vous signale que sur le continent américain, le seul pays qui ne dispose pas de relations avec nous sont les Etats-Unis.

SL : Selon l’administration Obama, les relations avec Cuba ne sont pas possibles en raison du manque de démocratie et des atteintes aux droits

humains.

RAQ : Cela fait effectivement partie de la rhétorique hypocrite du gouvernement des Etats-Unis. Si les Etats-Unis appliquaient ces critères de manière universelle, ils n’auraient pas de relations avec bon nombre de pays.

Ils souffriraient également d’un grave problème psychiatrique car ils ne pourraient même pas avoir de relations avec eux-mêmes. Il leur faudrait rompre les relations avec la ville de New York où la police a brutalement réprimé les manifestations pacifiques. Il leur faudrait également mettre un terme à leurs relations avec les autorités californiennes coupables d’exactions d’une violence inouïe contre des manifestants, les « indignés » comme on les dénomme.

C’est comme si Cuba déclarait qu’elle rompaît ses relations avec tous les pays qui n’offraient pas un accès universel et gratuit à la santé, à l’éducation, à la culture, à la pratique sportive, aux loisirs, etc.. Nous n’exigeons pas des Etats-Unis qu’ils changent leur système pour normaliser nos relations. Nous souhaiterions bien évidemment que tous les citoyens américains puissent avoir accès à la santé universelle et gratuite, à l’éducation universelle et gratuite, que les minorités ne soient pas victimes de ségrégation raciale ou sociale. Mais en aucun cas, nous n’imposerions cela comme condition préalable à la normalisation des relations bilatérales, car nous respectons le principe de souveraineté. Les Etats-Unis n’appartiennent pas à Cuba, donc nous n’avons pas à donner notre avis ou imposer notre point de vue. Cuba ne peut pas indiquer des normes de conduite à un Etat étranger.

Donc toute cette rhétorique d’Obama et de ses prédécesseurs n’est que le reflet d’une vieille tendance historique qui remonte au début du XIX siècle et à Thomas Jefferson, qui considérait Cuba comme une addition naturelle à l’Union américaine. Les Etats-Unis se sentaient investis d’une mission divine qui leur permettait de dicter leur loi aux autres nations. Mais, vous comprendrez bien que nous n’acceptons pas ce principe et que nous ne l’accepterons jamais.

Suite de la page (19)

I tried to create an atmosphere in which people felt very comfortable, where they forgot about the camera and didn’t feel like they were being judged. I encouraged them to speak to each other and not perform for the camera.

I have to say, they were incredible. Acting in a film, people don’t realize how difficult it is and how schedules are constantly changing and days are really long. You sometimes have to do things over and over. We could do very few takes due to our low budget, but sometimes you have to do a take over for technical reasons. Finding the emotion again was a challenge.

The film that will show at Tribeca will have to be the English version. Will you have a Kreyòl version?

Well, it is the Kreyòl version, just subtitled in English.

So characters living in the U.S. are speaking in Kreyòl as well?

Yes, that was really important to me. For the version that shows in Haiti, I want to show it to all sorts of different groups, not just to the handful of people in Port-au-Prince who go to films like this. I’d love to show it in different communities. So I think we’ll do some dubbing of the small amount of English dialogue into Kreyòl so that people who are pre-literate can enjoy the film too.

After Tribeca, what is your strategy for the film’s distribution? Are you shooting for a theatrical run?

Yes, right now we’re putting the final technical touches on the film. We’re coming down to the wire. We’d like to have a theatrical run and take it to other festivals.

Suite de la page (5)

que bientôt on va découvrir «un important lot d’armes» soit chez Kanzki, soit chez Goico, ou encore mieux chez les deux. Je recommande fortement au (super) ministre de l’Intérieur T.M. Paul d’aviser le policier chargé de cette sale besogne. Il devra bien compter les armes avant d’aller faire le clown chez Kanzki. C’est vrai que le ridicule ne tue pas, surtout les *sousou* affectés à la «sécurité de l’Etat», du président et du système, mais le conseil est prodigué à toutes fins utiles.

Les services de sécurité des deux Etats qui, soit dit en passant, n’avaient pas détecté les allées et venues de Guy Philippe et consorts en République dominicaine en 2003-2004, détiennent aujourd’hui des preuves «irréfutables» de l’implication de Goico et de Kanzki dans un ténébreux complot contre la sûreté des deux pays. C’est d’ailleurs la raison pour laquelle, selon mes sources (combinées), le combinard Martelly n’est pas allé à Carthagène. *Li pè*. Selon d’autres sources (cette fois non combinées), «on dit le président caché *anba vant Gwo Soso*, qui serait de mèche avec *Ti Sasa, kidonk Madan* Fernandez, deux concocteuses, deux échafaudesuses, deux mijoteuses, deux brasseuses de petites combines paraprésidentielles au profit de leur mari respectif. Entretemps, l’enquête «se pousse» pour coffrer les «comploteurs».

Ma grand-mère paternelle avait bien raison quand elle chantait : *konbinezon fè yo fini wè mò. Yo piye, yo pi mal*.

Marina Clothing



Best Quality,
Best Prices in
New York
Metro Area

www.marinasclothing.com

Largest selection in metro area of evening attire
and seperates. Full line of European day wear and outerwear.

Carrying Sizes 00-30

- Wedding • First communion
- Baptism • Prom • Mother of bride/groom
- Full line of outerwear and undergarments by
the best designers in the industry

STORE HOURS	4315 18th Ave.,
Monday-Friday 11am - 7pm	Brooklyn, NY 11218
Saturday 11am - 6pm	(between East 2nd St &
Sunday 11am - 5pm	Mcdonald Ave.)

718-438-6159

Russie : Manifestation contre l'Otan !



Des dizaines de milliers de manifestants dans la rue à l'appel du Parti Communiste Russe (KPRF) contre l'implantation d'une base logistique de l'OTAN à Oulianovsk

Plusieurs dizaines de milliers de manifestants ont répondu à l'appel du Parti communiste de la Fédération de Russie (KPRF), dans une dizaine de villes du pays entre autres à Moscou, Irkoutsk, Kazan, Nizhni Novgorod, Orel, Voronezh, Oulianovsk, Koursk pour protester contre l'installation d'une base logistique de l'OTAN à Oulianovsk.

Cette base devrait être la plaque-tournante de l'OTAN dans la région, notamment pour le transfert de matériel vers le théâtre d'opération afghan, tel qu'il en fut convenu lors du sommet Russie-OTAN de novembre 2010.

Pour les communistes russes, il s'agit d'un affront symbolique, dans la ville de naissance de Lénine, et une capitulation de la part du gouvernement russe, qui met en péril par ailleurs la paix dans la région.

Parmi les mots d'ordre que l'on pouvait retrouver dans le cortège, principal place Pouchkine à Moscou, « Dehors l'OTAN » ou encore « L'OTAN, c'est quoi ? C'est la barbarie ! ».

Les diverses manifestations furent aussi l'occasion d'exprimer une opposition à la ligne générale

suivie par le régime des oligarques, de braderie de l'appareil productif national et de plus en plus d'allégeance à l'impérialisme occidental, avec l'entrée prochaine de la Russie dans l'OMC.

L'occasion de rappeler que le Parti communiste russe, plus que jamais deuxième force du pays et première force d'opposition après les élections présidentielles et législatives où il a presque doublé son score avec 20% et 92 députés, ne reconnaît pas ces élections qui ont été entachées par une fraude massive.

Guennadi Ziouganov, dans son discours de clôture sur la place Pouchkine, a insisté d'abord sur son refus net d'accepter la capitulation poutinienne devant l'impérialisme américain :

« Nous estimons que l'installation de cette base est un affront pour notre pays et son peuple ».

« Que signifie cette base de l'OTAN au milieu de la Volga ? Cela signifie que va se former au cœur de la Russie un corps étranger, qui va devenir une plaque-tournante pour des transferts de matériel militaire mais aussi pour des trafics illicites de toute sorte », le dirigeant

Cuba : appel à manifester le Premier Mai 2012

La plénière du Conseil National de la CTC a voté l'appel ci-dessous, publié par Trabajadores, le journal de la centrale syndicale cubaine.

Travailleurs, travailleuses

La centrale des Travailleurs de Cuba et ses syndicats appellent notre peuple, engagé dans la réalisation des Lineamientos (1), Objectifs et Accords du Sixième Congrès et de la Première Conférence Nationale du Parti, à célébrer la journée nationale du Premier Mai.

Le pays conduit de profondes transformations pour rendre plus efficace notre économie, par la mise en ordre, la discipline, l'exigence et le contrôle à tous les postes de travail, comme nous y a appelés le Premier Secrétaire du Parti (2).

Le premier Mai prochain, nous, les travailleurs cubains, convaincus que l'affermissement de l'économie garantit l'irréversibilité du socialisme dans notre patrie, nous nous proposons de réaliser le plan adopté pour l'économie du pays et la fiscalité, notamment dans l'industrie sucrière, la production d'aliments, l'industrie, la construction, la science, les services de base, la culture, et le sport, pour atteindre une plus grande efficacité dans l'exécution du programme d'investissements, et dans l'économie des ressources en tous genres, qui constitue une source directe et sûre de revenus.

Nous continuerons la bataille pour éliminer, sans condition, le brutal blocus économique, commercial et financier des États-Unis. A cette cause, se joint la voix insistante du monde, qui exige que cesse cette politique irrationnelle et immorale (3).

Pour atteindre les objectifs proposés, l'unité du peuple autour de la Révolution du Parti, de Fidel et de Raul est et sera notre principal bastion. La participation active et consciente des travailleurs à la défense de la patrie et du socialisme est reconnue comme une mission de premier ordre, face à toute menace d'agression et toute hostilité, dans quelque domaine que ce soit, y compris celui de la campagne médiatique permanente de déformation de la réalité cubaine.

Sur le plan international, il y a la crise mondiale provoquée par le capitalisme, qui affecte aussi Cuba. L'augmentation prolongée des prix



Pour la patrie, la révolution et le socialisme ! Vive le premier mai !

des aliments, du pétrole et d'autres produits de base devient insupportable pour les nations, dont la communauté réclame un ordre économique plus juste.

Un autre phénomène qui met en danger l'espèce humaine et la nature est le changement climatique provoqué par une action folle des grandes puissances industrialisées qui, de plus, alimentent les guerres et menacent la paix dans diverses régions du monde.

Face à ces défis, nous continuons à rechercher les solutions pour en atténuer les effets nocifs.

Les mobilisations populaires enregistrées dans de nombreux pays de la planète, et qui y sont brutalement réprimées, constituent une expression de non-conformité, face aux politiques irrationnelles qu'appliquent les gouvernements. La croissance du chômage et les coupes dans les dépenses sociales aggravent les conditions de vie de la population, en particulier des travailleurs.

Pour les cubains, cette journée est aussi une occasion adéquate pour exprimer notre solidarité avec tous les travailleurs et les peuples du monde qui souffrent de l'exploitation d'un système capitaliste qui ne fournit aucune solution aux multiples maux qu'il génère.

Ce premier mai, nous continuerons la lutte inlassable pour le retour des Cinq Héros, qui défendent si dignement l'œuvre de la Révolution, nous donnant un exemple de vaillance et de fermeté, résistant à la politique injuste du tout-puissant gouvernement des États-Unis.

Nous nous engageons, tra-

vailleurs cubains, à poursuivre jour après jour la bataille, jusqu'au moment où ils fouleront libres le sol de la patrie. Notre pays sera celui qui rassemblera le plus de travailleurs en solidarité avec ces héros et leurs familles qui continuent de souffrir d'un châtiment si injuste.

Travailleurs, travailleuses : Le Jour de la Fête Internationale du Travail, nous vous appelons à défendre l'œuvre accomplie durant ces 53 années de profondes transformations en faveur de notre peuple.

Pour la patrie, la révolution et le socialisme ! Vive le premier mai !

Conseil National de la CTC, 17 Mars 2012

Notes

(1) Les « grandes lignes » de la politique économique et sociale du Parti, approuvées lors de son Sixième Congrès.

(2) Raul Castro.

(3) En octobre dernier, l'Assemblée Générale de l'ONU, pour la vingtième année consécutive, a appelé (à 186 contre 2) à mettre un terme au blocus imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique. <http://www.un.org/apps/news/fr/storyF.asp?NewsID=26723&Cr=Cuba&Cr1>

Trabajadores est la publication de la Centrale des Travailleurs de Cuba (CTC)

Source : Trabajadores (Cuba), 19 Mars 2012

**Traduit de l'espagnol par Marc Harpon
Changement de Société
13 avril 2012**

communiste russe rappelant que l'Afghanistan est, sous la bienveillance de l'OTAN, premier producteur mondial d'opium.

Selon le secrétaire du KPRF, cette décision s'insère dans une série de capitulations du pouvoir vis-à-vis de l'impérialisme occidental, qui l'insère dans la lignée funeste des Gorbatchev et Eltsine, et devrait se conclure par l'adhésion à l'OMC : « Le gouvernement va nous livrer prochainement un autre 'cadeau'. Cette entrée dans l'OMC, dans des conditions défavorables pour notre pays, ne va pas nous permettre de développer nos secteurs de pointe et va nous contraindre à

aligner les prix de l'énergie dans notre pays sur les normes mondiales. Le résultat, cela va être l'éradication des restes de notre industrie manufacturière ».

Selon lui, il n'y a pas d'autre voie que la lutte et elle passe par le renforcement du Parti communiste et de ses positions : « Nous sommes devant un moment très important de notre lutte. Ce ne sont pas ces bandits et ces magueux qui vont nous faire capituler, nous dépositaires des plus glorieuses traditions de notre pays ! Nous avons au dernier Comité central fixé notre ligne tactique et stratégique. Cela passe par le renforcement du parti : dans les trois

dernières années, 47 000 jeunes ont rejoint nos rangs. »

La conclusion est combative et optimiste sur les perspectives de victoire : « J'en suis convaincu, chaque jour qui passe voit notre position se renforcer. La Russie ne pourra pas sortir de cet asservissement sans justice ni démocratie, sans les puissantes organisations du Parti communiste, au cœur de la lutte. J'en suis convaincu, l'OTAN ne passera pas, le régime soviétique l'emportera et le socialisme vaincra ! »

**Changement de société 12
avril 2012**

George Zimmerman : le meurtrier de Trayvon Martin inculpé !

Le procureur chargé d'élucider le meurtre de Trayvon Martin, un jeune noir de 17 ans tué le 26 février en Floride, a annoncé mercredi que le meurtrier, qui a reconnu les faits en faisant valoir sa légitime défense, a été arrêté et inculpé. Depuis un mois et demi, cette affaire suscite un vif émoi aux Etats-Unis et divise les communautés noire et blanche.

La justice va désormais pouvoir faire son travail. Mercredi, George Zimmerman, qui a reconnu le meurtre d'un jeune noir de 17 ans le 26 février en Floride, a été arrêté et inculpé pour assassinat. C'est ce qu'a annoncé mercredi le procureur spécial chargé de l'affaire. Ce vigile de quartier assure avoir agi en état de légitime défense, mais la victime, Trayvon Martin, n'était pas armée. Son avocat a annoncé qu'il plaiderait non coupable.

Cet homicide avait ému les Etats-Unis. Cet adolescent a été abattu alors qu'il rentrait chez lui à Sanford par cet Américain d'origine péruvienne qui faisait des rondes de surveillance dans sa résidence. Ce dernier avait été brièvement arrêté avant d'être relâché.

L'annonce de l'arrestation de George Zimmerman a ravi la famille de la victime, qui demandait à ce qu'il soit interpellé depuis plusieurs semaines. De son côté, le nouvel avocat



Trayvon Martin et son meurtrier George Zimmerman

de George Zimmerman, Mark O'Mara, a déclaré lors d'une conférence de presse que son client est "soucieux de voir que l'Etat a décide de le poursuivre". "Sa préoccupation, c'est qu'il puisse avoir un procès équitable", a-t-il ajouté.

Divisions entre Noirs et Blancs

Les soutiens de l'accusé affirment que Trayvon Martin l'avait mis à terre d'un coup de poing et l'avait frappé au visage à plusieurs reprises. A l'inverse, la communauté noire américaine estime que le jeune homme a été victime d'un "délit de faciès". Le ministre de la Justice américain s'est lui aussi exprimé mercredi, avant l'annonce de l'ouverture de poursuites contre George Zimmerman, assurant que des "actions appropriées" seraient mises en oeuvre si l'enquête établissait qu'il s'agissait d'un crime raciste.

L'affaire est perçue de façon radicalement différente par Noirs et Blancs aux Etats-Unis. Selon un sondage publié mardi par le Washington Post, 80% des Noirs estiment que le meurtre de Trayvon Martin était injustifié, contre seulement 38% des Blancs. Le président Barack Obama était lui-même intervenu dans la polémique le mois dernier en déclarant : "Si j'avais un fils, il ressemblerait à Trayvon". Se sentant menacé, George Zimmerman vivait caché depuis le drame. Ses anciens avocats avaient créé la surprise mardi en annonçant qu'ils n'assuraient plus sa défense, leur client étant, selon eux, devenu injoignable.

Le JDD 12 avril 2012

Solidarité avec Noam Gur et Alon Gurman !

Noam Gur et Alon Gurman se présenteront, lundi 16 avril, au bureau de recrutement de la base militaire de Tel Hashomer, où ils vont affirmer leur refus de servir dans l'armée israélienne, tant qu'elle sera pouvoir occupant, et ils seront emprisonnés en raison de ce refus.

Dans sa déclaration expliquant son refus, Gurman écrit: « Mon refus de servir dans l'armée israélienne, en plus d'être le refus de prendre part à l'occupation et à l'apartheid, est un acte de solidarité envers nos amis Palestiniens vivant sous domination israélienne, et de lutte pour la liberté, la justice et l'égalité. » La jeune Noam Gur a justifié, elle, son refus ainsi : « Je refuse de rejoindre une armée qui, dès ses fondements, s'est engagée à dominer une autre nation, à piller et terroriser une population civile sous sa domination. »

Alon Gurman, 18 ans, originaire de Tel Aviv, n'avait aucun doute sur son enrôlement jusqu'à qu'il se rende pour la première fois en Cisjordanie. Durant sa dernière année de lycée, il a commencé à faire des lectures sur la lutte populaire Palestinienne.

« J'ai commencé à me rendre à des manifestations en pensant que certaines des politiques suivies n'allaient pas dans le bon sens, qu'elles pouvaient être changées, changées de l'intérieur, et donc j'ai commencé les procédures d'engagement dans l'armée comme on l'attendait de moi », déclare Gurman. « C'est seulement après m'être rendu pour la première fois dans les territoires occupés que j'ai réalisé que je ne pourrai jamais faire partie de l'armée. J'ai vu des démolitions de maisons ; j'ai vu des niveaux inimaginables de violence contre les protestations civiles, et tout cela au nom du colonialisme. J'ai été particulièrement traumatisé par mon arrestation, lors d'une manifestation à Al-Walaja, juste au moment où nous nous dispersions. Les soldats avaient mon âge, on était de la même génération, et j'ai vu l'effet qu'avait le service sur eux. Vous ne pouvez pas avoir de conscience morale dans une situation immorale ». Ces derniers mois, Gurman a participé aux manifestations du Vendredi en Cisjordanie sur une base régulière, et lors de la récente escalade militaire à Gaza, il a organisé une manifestation à Tel-Aviv, avant



Noam Gur



Alon Gurman

et pendant laquelle il a reçu des menaces personnelles. Avoir été exposé à toute cette violence a renforcé sa décision, son refus de s'engager, mais c'est seulement après avoir entendu Noam Gur qu'il s'est persuadé à l'affirmer publiquement, à risquer la prison, et non seulement à esquiver dans le silence l'enrôlement.

Les amis et les sympathisants à la cause se joindront à Alon Gurman et Noam Gur à la base militaire, et rappelleront aux jeunes Israéliens qu'ils seront sur le point de rejoindre l'armée, que l'occupation des territoires Palestiniens continue, « et qu'il y en a qui s'opposent à cela, et que nous devons tous agir comme Noam et Alon et refuser de participer à l'oppression du peuple Palestinien ».

Solidarité internationale
14 avril 2012

GRANDE BIBLIOTHÈQUE

Activités

Photo: iStockphoto

Les dimanches 8, 15, 22 et 29 avril 2012 de 15 h à 16 h

Au Théâtre Inimagimô

banq.qc.ca •

L'Heure du conte en créole haïtien

N ap tire kont

Pendant que les enfants se régalaient d'histoires et de comptines célébrant la richesse de la langue créole et de la culture haïtienne, leurs parents peuvent discuter en français avec des animateurs afin d'en apprendre davantage sur la société québécoise.

Deux contes en créole, un en français

Conteuse : Marie-Célie Agnant

Réservation nécessaire au comptoir d'accueil de la Grande Bibliothèque ou en téléphonant pendant les heures d'ouverture au 514 873-1100, option 2 (sans frais : 1 800 363-9028)

Les enfants de moins de 8 ans doivent être accompagnés d'un adulte.

Bibliothèque et Archives nationales Québec

475, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal
☎ ☎ Berri-UQAM ou autobus : 30, 15 et 125
514 873-1100 ou 1 800 363-9028

Suite de la page (7)

Saline. N'ayant pas sa carte d'identité, elle a été conduite au sous commissariat de Delmas 60 pour être violée après par celui qui l'avait appréhendée.

« Je suis Vastie Brévil, 18 ans. J'habite au # 7, Rue Geffrard, Port-Au-Prince. Il était environ une heure du matin et j'étais accompagnée de mon amant près de ST Jean Bosco où j'allais acheter quelque chose. Une voiture de patrouille de la PNH nous a interceptés et nous a demandé de nous identifier. Mon amant a obtempéré, en montrant sa carte d'identité. A la demande de montrer la mienne, j'ai répondu que je n'en ai pas encore. On m'a intimé l'ordre de monter la voiture. Arrivés au sous commissariat de Delmas 60, ils sont partis avec 2 autres femmes qui étaient dans la voiture. Puis le policier m'a entretenue, me chantant de collaborer avec lui, si je ne veux pas me perdre en prison. Il m'a dit que je dois comparaître devant mon juge mercredi prochain. Qu'il pourrait m'accuser de n'importe quoi...Mais, si j'accepte de coucher avec lui, il me relâchera ; ce que j'ai catégoriquement refusé. Il m'a fait rentrer dans le commissariat et m'a fermée dans une petite chambre. Quelques instants après, il m'a demandé le numéro de chez moi...Il a appelé... Dans l'intervalle, mon grand frère a eu le temps d'arriver. Il est ressorti avec moi et a repris les mêmes chantages, disant que la seule condition qu'il pourrait me relâcher n'est autre que coucher avec lui, si non, je serai perdue à jamais en prison. Mon frère m'a conseillé d'accomplir l'acte, juste pour sauver ma peau...Le policier m'a couchée dans la voiture de patrouille immatriculée 1325. Après, il a été me déposer près de chez moi dans une autre voiture noire. Il s'était servi de ce numéro pour appeler ma maison : 8812017. Il m'a sauvagement violée, humiliée. Je suis blessée au fond de moi-même. J'ai honte...Je demande Justice... », s'est plainte, l'âme brisée, la jeune Vastie.

Et voilà ce qui se passe en Haïti sous ce gouvernement qui clironne à tout bout de champ le changement. Cette jeune fille, blessée au fin fond d'elle-même, réclame justice.

Sur ce cas de la honte de l'institution policière haïtienne (PNH), attendons le commissaire du gouvernement Jean Rénel Sénatus, toujours prêt à hausser le ton et la

Directory Classified

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

ADOPTION

Adopt: A loving, educated, well traveled couple hoping to adopt a new-born. Home filled with love,laughter. Nearby extended family awaits. Please call: Lisa/ Brian 1-888-939-8399 www.Lbadopt.onfo

AUTOS WANTED

DONATE VEHICLE: RECEIVE \$1000 GROCERY COUPONS. National Animal Welfare Foundation. Support NO KILL Shelters. Help Homeless Pets. Free Towing, TAX DEDUCTIBLE, NON-RUNNERS Accepted 1-888-333-3848

AUTOS WANTED

CASH FOR CARS! We Buy ANY Car or Truck, Running or NOT! Damaged, Wrecked, Salvaged OK! Get a top dollar INSTANT offer today! 1-800-267-1591

HELP WANTED

AIRLINES ARE HIRING- Train for hands on Aviation Career. FAA approved program. Financial aid if qualified- Job Placement Assistance. CALL Aviation Institute of Maintenance (866)296-7093

HELP WANTED

Driver- Start out the year with Daily Pay and Weekly Hometime! Single Source Dispatch. Van and Refrigerated. CDL-A, 3 months recent experiece required. 800-414-9569 www.driveknight.com

HELP WANTED

INSURANCE INSPECTOR FT & PT. For Kings, Queens and Nassau territories. Work independently in the field to verify measurments and condition of homes for insurance companies. *No Sales *Paid Training. Computer experience, digital camera, car, cell phone required. Knowledge of home construction and customer service a plus. Production based pay, \$15/ hour. Very achievable \$20-\$25/hour for motivated employees. Apply at: www.mueller- inc. com Reference #17316

LAND FOR SALE

NYS LAND WANTED Cash Buyer Looking for 2-3 farms or wood lots in your area. 25-1000 acres, cash deal, quick closing. No closing costs to you. Local NYS Forestry Company in business for over 20 years. Fully guaranteed. Call 800-229-7843

LAND FOR SALE

NY SPORTSMAN & OUTDOOR FAMILY LAND BUYS! This is the best time ever!! 6AC-along snowmobile trail WAS: \$29,995. NOW: \$13,995. 52AC-Near Salmon River WAS:

\$69,995. NOW \$49,995. 5AC-Beautiful woodlands & riverfront WAS: \$69,995 NOW: \$39,995. 97AC-Timber & trout stream WAS: \$119,995 NOW: \$99,995. In-house financing. Over 150 land bargains. Call 800-229-7843 Or visit www.Landan-dCamps.com

LEGAL

REAL ESTATE CLOSINGS \$875. Expd Attorney. Free Buy/Sell Guide. CRIMINAL MATTERS Richard H. Lovell, P.C., 10748 Cross Bay, Ozone Park, NY 11417 718 835-9300. lovell-law@aol.com.

LEGAL

SUPREME COURT OF THE STATE
OF NEW YORK
COUNTY OF QUEENS

KIMBERLY M. LEVEILLE
Plaintiff,

-against-

FRANCK H. LEVEILLE
Defendant

Index No. 18783-11
Date Summons Filed 8/9/11

Plaintiff Designates QUEENS
County as the place of trial.

The basis of venue is:
Plaintiff's Residence

SUPPLEMENTAL SUMMONS WITH NOTICE

Plaintiff's residence:
7013 Catamaran Way
Averne, N.Y 11692

ACTION FOR A DIVORCE

To the above named Defendant:

YOU ARE HEREBY SUMMONED to answer the complaint in this action and to serve a copy of your answer, or if the complaint is not served with this summons to serve a notice of appearance, on the Plaintiff's Attorney within twenty (20) days after the service of this summons exclusive of the day of service where service is made by delivery upon personally within the state, or within thirty (30) days after completion of service where service is made in any other manner. In case of your failure to appear or answer, judgment will be taken against you by default for the relief demanded in the complaint, or where the complaint is not served with this summons, for the relief requested in the notice set out below. PLEASE TAKE NOTICE that the nature and object of this action is to obtain a judgment divorcing the parties and dissolving the bonds of matrimony on the grounds of: (1), and (2) DRL § 170(1) – the cruel and inhuman treat-

ment of the Plaintiff by the Defendant, DRL § 170(7) – Irretrievable Breakdown and that the relief requested is:

1- The granting of a judgment of absolute divorce against you and in favor of the Plaintiff dissolving forever the bonds of matrimony between the parties to the above entitled action;
2- Awarding Plaintiff physical and legal custody of the minor child of the marriage, Grant Leveille, DOB: July 3;
3- Child support for the child of the marriage to be paid by Defendant according to the New York State Basic Child Support Guidelines;
4- Awarding Plaintiff equitable distribution of all marital property, including by not limited to Defendant's numerous pensions
5- Awarding the Plaintiff maintenance to be paid by the Defendant; and
6- Declaring the rights of the parties to their separate property;
7- Compelling defendant to maintain and provide suitable policies of life and health insurance for the benefit of the infant issue;
8- Awarding to Plaintiff the exclusive use and occupancy of the marital residence located at 7013 Catamaran Way, Arverne, New York 11692;
9- Awarding Plaintiff reasonable sums for counsel, investigative, appraisal, accountant, and other expert fees and expenses;
10- And for such other and further relief as to the Court may seem just and proper, together with the costs and disbursements of this action.

Dated: August 8, 2011
New York, New York

De Leon & Associates, PLLC
By: Sharifa Milena Nasser, Esq
Attorney(s) for Plaintiff
26 Broadway – Suite 2100
New York, New York 10004
Telephone: (212) 747-0200
Facsimile: (212) 747-0202

MISCELLANEOUS

SAWMILLS from only \$3997- MAKE & SAVE MONEY with your own bandmill- Cut lumber any dimension. In stock ready to ship. FREE Info/DVD: www.NorwoodSawmills.com 1-800-578-1363 Ext.300N

MISCELLANEOUS

EARN COLLEGE ONLINE. *Medical, *Business, *Criminal Justice. Job placement assistance. Computer available. Financial Aid if qualified. SCHEV certified Call 888-201-8657 www.CenturaOnline.com

VACATION RENTALS

OCEAN CITY, MARYLAND. Best selection of affordable rentals. Full/ partial weeks. Call for FREE brochure. Open daily. Holiday Real Estate. 1-800-638-2102. Online reservations: www.holidayoc.com

Have you suffered a thigh
bone/femur injury?

Attention
FOSAMAX® VICTIMS



Recent studies have indicated that use of the osteoporosis medicine Fosamax® can lead to fractures in the femur – the hip bone. These fractures can occur in low-impact situations, such as when stepping down stairs or even just falling from a standing height or less. This significant risk has been recently added to the Warnings and Precautions section of the label. If you or your loved one has suffered a HIP fracture after taking Fosamax® it is your best interests to investigate your legal rights for possible compensation! Weitz & Luxenberg can help you understand your legal options. We are one of America's largest trial law and products liability law firms representing injured persons with total verdicts and settlements in excess of \$3 Billion, and are committed to represent your interests aggressively and professionally. For a free consultation please call us today at **1-888-411-LAWS (5297)**.

WEITZ & LUXENBERG P.C. LAW OFFICES
ASBESTOS • DRUGS/MEDICAL DEVICES • ENVIRONMENTAL NEGLIGENCE

700 BROADWAY • NEW YORK, NY 10003
BRANCH OFFICES IN NEW JERSEY & CALIFORNIA
1.888.411.LAWS • www.weitzlux.com
ATTORNEY ADVERTISING: Prior results do not guarantee a similar outcome. We may associate with local firms in states wherein we do not maintain an office. NO RECOVERY, NO FEES OR COSTS.

We are also investigating
ACTOS™
BLADDER CANCER INJURIES

Do you take
VIAGRA
CIALIS?
or
SAVE \$500!
Get 40 100mg/20mg
pills for only \$99.00
BUY THE BLUE PILL NOW!
1-888-746-5615
CALL NOW AND GET 4 BONUS PILLS FREE!
SATISFACTION GUARANTEED

WANTED

BUYING ALL Gold & Silver COINS FOR CASH! Also Stamps & Paper Money, Entire Collections, Estates. Travel to your home. Call Marc - Near NYC 1-800-959-3419

NOTICE OF SALE

SUPREME COURT: KINGS COUNTY. CARNEGIE CAPITAL CORP., Pltf. vs. BROOKLYN PROPERTIES 5 LLC, et al, Defts. Index #26307/07. Pursuant to judgment of foreclosure and sale dated Dec. 22, 2008, I will sell at public auction at the Kings

Healthcare

will generate 3.2 million
new wage & salary jobs*

How will
you prepare?

Let Plaza College help
you prepare with:

- Associate through Bachelor degrees
- Day, Evening & Weekend Classes
- Financial Aid for those who qualify
- Clinical Assistantships



CALL 718.514.7024
www.PlazaCollege.edu

74-09 37 AVE., JACKSON HEIGHTS, QUEENS
* Source: BMO Capital Market and U.S. Dept. of Labor

Management

of companies and enterprises will grow 11.4%*

How will you prepare?

Let Plaza College
help you
prepare with:

- Associate through Bachelor degrees
- Day, Evening & Weekend Classes
- Financial Aid for those who qualify
- Career Placement Services



CALL 718.509-9167

www.PlazaCollege.edu

74-09 37 AVE., JACKSON HEIGHTS, QUEENS
* Source: BMO Capital Market and U.S. Dept. of Labor

County Supreme Court, 360 Adams St., Brooklyn, NY on Thursday, Apr. 19, 2012 at 2:30 p.m., prem. k/a 188/192 Ralph Ave., Brooklyn, NY. Said property located at the southwesterly corner of McDonough St. and Ralph Ave., being a plot 20 ft. x 80 ft. Approx. amt. of judgment is \$531,083.75 plus costs and interest. Sold subject to terms and conditions of filed judgment and terms of sale and the right of the United States of America to redeem within 120 days from the date of sale as provided by law. ROBERT E. JOHNSON, Referee. DEUTSCH & SCHNEIDER, LLP, Attys. for Pltf., 79-37 Myrtle Ave., Glendale, NY. File No. RG-100- #81070

Suite de la page (7)

pays. Dans les départements du Nord et du Nord-Ouest, on a dénombré six (6) morts par le glissement de terrain et par la noyade dans les rivières. Les inondations ont également endommagé 125 maisons, des ponts et des routes, détruit des récoltes, le bétail et des ponts.

Depuis des semaines à Delmas 44, derrière l'Eglise d'Altagrace, un pont s'était complètement effondré bloquant ainsi la traversée ; la population appelait en vain au secours de l'Etat et des maires de Delmas. A Delmas 75, rue Catalpa, à quelques mètres du palais municipal de Delmas, dirigé par la maire Wilson Jeudy, un pont a été endommagé et pour éviter toutes sortes d'accidents, des gens de la zone se sont obligés de l'entourer d'une poubelle métallique déversée d'ordures ménagères. A Delmas 30, les habitants se sont forcés de collecter des fonds au passage des automobilistes pour réparer quelques mètres de la route trouée

par les eaux. A Delmas 33, derrière la Télévision Nationale d'Haïti (TNH), à la station des Tap-tap qui assurent les trajets de morne Silo, et d'adoquin, les chauffeurs ont cotisé à la réparation de quelques mètres de la chaussée recouverte de boue et des eaux sales. Au Centre-ville de la capitale partout où l'on passe, les chaussées sont recouvertes de boue de toutes sortes, la circulation des véhicules est impraticable, les égouts se sont renversés et dégagent des odeurs nauséabondes, alors que l'épidémie de Choléra importée par les soldats de l'ONU de la MINUSTAH depuis plus d'une année resurgit brusquement.

A Carrefour, sud de la capitale, particulièrement à Mahotièr 79, la population rappelait aux autorités centrales et locales le danger que représente la route de charpentier prolongée. Lors d'une conférence de presse, l'organisation dénommée : « Ac-

tion collective pour la Réduction de la pauvreté en Haïti (ACREPH) dénonce l'irresponsabilité des autorités étatiques, face aux problèmes de la population de Carrefour. Elle a profité de l'occasion pour présenter diverses démarches entreprises par des correspondances adressées aux différentes institutions étatiques et que des réponses se sont toujours attendues. A Cité Soleil, Tabarre, Bicentenaire et dans diverses autres régions du pays, la situation est pire, l'Etat est totalement absent.

Au Ministère des Travaux Publics, Transport et Communication (MTPTC), il y a un fonds appelé « Fonds d'Entretien Routier (FER) » provenant des taxes perçues des contribuables au niveau de la Direction générale des Impôts (DGI) pour alimenter ce fonds. Mais on n'a jamais vu l'action de ce ministère relative aux fonds. Il en est de même pour les Fonds collectés à la DGI au profit des collectivités Territo-

riales (CT) au niveau du Ministère de l'Intérieur. Or les Collectivités Territoriales n'étant jamais entrées réellement en fonction. Quid de ces deux (2) fonds et bien d'autres. Ces fonds seraient-ils déversés dans la poubelle de la corruption comme ceux du Fond National d'Education (FNE), pour lesquels on a effectué arbitrairement et illégalement des prélèvements sur les transferts et des appels téléphoniques des gens de la masse.

Face à cette situation émaillée de scandale à scandale de corruption au plus haut sommet de l'Etat haïtien, le peuple haïtien n'a d'autre choix que de se mobiliser pour exiger la reddition de ce compte et le départ des corrompus, des vendus et des corrupteurs, car, il n'y a pas de corrompus sans corrupteurs.

Dans la foulée, le Premier ministre désigné, Laurent Lamothe qui a franchi la première étape de ratification

truffée de magouille et de corruption au niveau du Sénat de la République, a fait savoir dans l'un de ses déclarations que le peuple haïtien ne peut pas espérer qu'il allait faire des miracles pour sauver le pays : « Une seule personne ne peut pas sauver le pays, qu'elle s'appelle Laurent Lamothe, qu'elle ait du dynamisme ou pas. Une seule personne ne peut pas faire le travail, parce que Laurent Lamothe en tant que Premier ministre rentre dans un système, il faut que le système s'assoie. Nous avons des enfants dans les rues, nous avons des mères qui souffrent... Je ne veux pas que les gens pensent que je vais faire des miracles comme Premier ministre parce que je vais travailler... »

Alors que pourrait-on espérer d'un nouveau gouvernement avec Laurent Lamothe ou autres, si ce n'est que la continuité dans la corruption. Dès le départ on a déjà ressenti l'effet de la corruption.



La Fondation CINA

est heureuse et fière de reloger
DIGNEMENT
130 familles victimes du séisme.



PROJET LOGEMENTS

Phase 1 :
Reconstruction 60 maisons

Phase 2 :
Réparation 70 maisons

Financement :
Argos (Colombie) &
Cimenterie Nationale S.E.M

Bénéficiaires :
Employés directs &
Indirects de la CINA

Gestion et exécution :
Fondation CINA

A Situation des familles avant le projet



C Présentation de la maison



D FIN DE LA PHASE DE RECONSTRUCTION



E Début des travaux



F Lancement officiel de la phase de Réparation



G FIN DE LA PHASE DE RECONSTRUCTION - Signature d'un protocole d'accord







"Ensemble, construisons l'avenir!"



AROMARK

SHIPPING

WE NOW SHIP TO PORT AU PRINCE
FULL CONTAINER LOADS, TRUCKS, CARS,
BUSSES & CONSTRUCTION EQUIPMENT,
 RECEIVING EVERY FRIDAY FROM 8 AM to 3 PM
 IN RED HOOK TERMINAL
160 VAN BRUNT ST. BROOKLYN, NY 11231
SAILING TIME 12 DAYS

IS YOUR DIRECT CONNECTION TO HAITI
YON KONEKSYON DIREK POU HAITI

Aromark Shipping specializes in shipping full container loads with personal effects, household goods, commercial cargo, relief goods, etc...
 We now ship cars, trucks & construction equipment every week to Haiti. **Sailing Time: 12 days.**
 Vehicles received every Friday in Brooklyn.

ONE CALL DOES IT ALL
BOOKING, TRUCKING & SHIPPING TO PORT-AU-PRINCE.

Please call **GABRIEL** or **ROBERT:**
973-690-5363

Fax: (973) 690-5364
 Email: solutions@vmtrucking.com
www.HaitiShipping.com

DÎNER DE SOLIDARITÉ

Le Journal Haiti Liberté
 Prend plaisir à inviter lecteurs, supporters et amis
 À un Grand Dîner Dansant
 Qu'il organise

Le samedi 28 avril 2012

Enorme est l'ampleur de notre travail quant à la préparation et la diffusion du journal, nous entraînant dans des dépenses qui nous essoufflent. Ainsi, seule votre solidarité peut garantir la survie de cet hebdomadaire appelé à défendre les intérêts du pays et de la masse abandonnée. Ambiance musicale variée agrémentée des meilleurs plats de la cuisine haïtienne

Admission \$50.00 par personne

À l'auditorium de CW Mixon New Life Center,
 Situé au 112-50 Springfield Blvd
 Queens Village, NY 11429
 De 9h du soir à 3h du matin



Ambiance musicale avec le Groupe Rétro

Les places sont limitées. Comme il n'y aura pas de paiement à la porte, hâtez-vous donc de réserver votre carte en appelant le 718-421-0162 ou en passant au bureau du journal sis au 1583 Albany Ave, Brooklyn NY 11210

Ce dîner dansant est patronné par Aromark Shipping, Chery's Brokerage, Dr. Kesler Dalmacy, Immaculée Bakery & Restaurant, Interlink Translation Services, Maggy Flambeau Restaurant & Venus Restaurant.

718-421-0162

Nous comptons grandement sur votre générosité et votre solidarité.